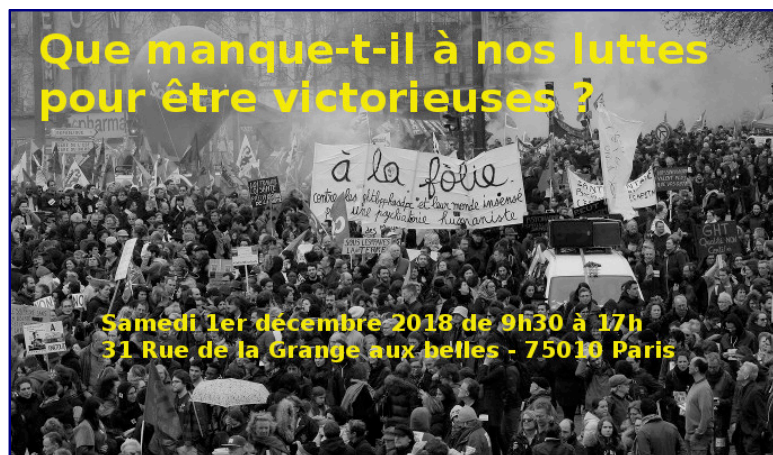


Se fédérer pour l'émancipation



Réunion - débat

co-organisée par l'Association Autogestion (AA), l'Association des communistes unitaires (ACU), les Amis de Tribune socialiste (ATS), Cerises, l'Observatoire des mouvements de la société (OMOS), le Réseau pour l'autogestion, les alternatives, l'altermondialisme, l'écologie et le féminisme (AAAEF), le Temps des lilas et l'Union syndicale Solidaires.

	Sylvie Larue - Introduction	2
	Pierre Zarka - Associer luttes et alternatives	3
	Benoît Borrits - Construire un courant anticapitaliste à effet immédiat	5
	Christian Mahieux - Arrêter d'être en extériorité aux mouvements	9
	Émile Fabrol - Pour une transformation révolutionnaire, anticapitaliste de la société	10
Jean-Claude Mamet -	Faire en sorte que la besogne dite d'avenir accède au statut d'une force politique	12
	Pierre Cours Salies - De quelles classes parlons-nous ?	13
	Catherine Destom-Bottin - Fragments de vie politique sur les rond-points	15
Francis Sitel -	Notre problème, l'absence d'articulation entre le mouvement ouvrier traditionnel et les mobilisations actuelles	17
	Jacques Pigaillem - A force de résister on recule !	18
	Henri Mermé - Mettre en avant un imaginaire collectif	19
	Benoît Borrits - Il est «urgent» de ne pas attendre	20
	François Crech'riou - Mouvement social, l'exemple de la Guyanne	21
	Pierre Zarka - Voir ce qui fait dénominateur commun	22
Pierre Cours Salies -	Qui dit nouveau courant, dit nouvelles formes d'actions collectives	24
	Pierre Goldberg - L'expérience des ateliers de Montluçon	25
	William Pleiber - Il nous faut des luttes intermédiaires	26
	Jacques Pigaillem - La grève outil de lutte	28

Sylvie Larue- Introduction

Nous vous avons invité avec l'Association Autogestion (AA), l'Association des communistes unitaires (ACU), les Amis de Tribune socialiste (ATS), Cerises, l'Observatoire des mouvements de la société (OMOS), le Réseau pour l'autogestion, les alternatives, l'altermondialisme, l'écologie et le féminisme (AAAEF), le Temps des lilas et l'Union syndicale Solidaires sur ce thème : Que manque-t-il à nos luttes pour devenir victorieuses ? Et notre invitation posait un certain nombre de questions.

La rentrée se fait avec le souvenir de l'échec des cheminots au printemps dernier. Comment interroger les échecs de luttes pourtant déterminées, massives, souvent soutenues par une part importante de la population ?

Si la protestation peut mobiliser, elle ne suffit pas pour vaincre. Ne croit-on pas trop que ce qui est du ressort d'une visée post-capitaliste est à renvoyer à plus tard, obérant de fait la possibilité de changement ?

Les mouvements de lutte se limitent toujours ou presque à l'expression du « contre ». Parallèlement les partis politiques sont les seuls dédiés à avancer des solutions. Au nom du réalisme, ces solutions aménagent le système, travaillent à sa perdurance. Ne faut-il pas interroger cette répartition des tâches ?

Ces aménagements sous-entendent que l'on pourrait aujourd'hui comme il y a cinquante ans, raisonner les capitalistes, freiner leurs ardeurs destructrices et les contraindre à lâcher du lest pour ne pas tout perdre. Mais leurs menées sont-elles uniquement dictées par un rapport de forces ou le sont-elles aussi par la nécessité vitale d'agir à leur perpétuation ?

Pouvoir et richesses peuvent-ils accompagner le développement de la société, comme durant l'après-guerre ? Les capitalistes ont-ils encore des marges pour passer des compromis de type fordien avec la société ? Que peuvent apporter, un éclairage post-capitaliste, substituant les valeurs d'usages aux valeurs marchandes, de même qu'un éclairage faisant du monde du travail l'alpha et l'oméga de l'organisation sociale ? Enfin, qu'apporterait une conception autogestionnaire de l'action ?

Nous terminions en disant que nous pourrions, à partir de l'expérience des cheminots, de la question de la protection sociale et de la retraite ou de l'assurance chômage, explorer ce que cet énoncé implique.

Mais on peut aussi situer cette séance de travail dans l'actualité et alterner le travail de réflexion et le lien avec la pratique, puisque l'actualité de ces dernières semaines est marquée par le mouvement des Gilets jaunes.

Mais que ce soit le mouvement des Gilets jaunes, les manifestations pour le climat ou les manifestations pour l'émancipation des femmes, on voit surgir des mouvements qui sont hors des cadres institutionnels très larges. Que faire de ces mouvements ? Les Gilets jaunes sont soutenus par 80% de la population, mais sont-ils le peuple ? Sont-ils issus d'une classe sociale «en soi» et en train de se constituer en classe «pour soi» ? Que nous disent les premières revendications qui s'expriment ? Que nous disent les formes d'organisation ? Je pense par exemple à la question de ces représentants qui précisent bien qu'ils ne sont que des messagers et pas des leaders du mouvement qui pourraient imposer des décisions à celui-ci. Que peut dire cet aspect des choses dans le rapport aux politiques et aux élus ? Comment partir de cette colère sociale pour mettre en débat, dans ce contexte, l'idée que pour gagner il faut renverser la table et revendiquer de décider nous-mêmes et tous ensemble se porter candidats à la gestion de nos vie.

L'appel des Gilets jaunes Saint-Nazaire, proposant que le samedi 24/11 il y ait des assemblées dans les lieux d'exercice du pouvoir, disait la chose suivante : *«Nous demandons aux autorités publiques de laisser le peuple entrer dans ces locaux qui sont les siens, qu'il a financés et même construits de ses mains. Nous n'attendons plus que les solutions viennent d'en haut. Les directions politiques et financières et industrielles qui gouvernent aujourd'hui notre pays seront toujours incapables de résoudre à notre place des problématiques sociales et environnementales que bien souvent elles ne voient même pas. La solution est nous-mêmes, en nous les travailleurs, les chômeurs, les retraités de toutes origines et de toutes les couleurs. Agissons tant qu'il est temps, nous nous le devons à nous-mêmes, nous le devons à nos anciens, nous le devons à nos enfants.»* Il se terminait par un appel à poursuivre les actions de blocage économique.

Pierre Zarka- Associer luttes et alternatives

On ne peut pas interpellier les luttes sans interpellier en même temps la politique et la conception que l'on s'en fait.

Dissocier luttes et alternative, suppose que le capital pourrait encore développer la société en intégrant des compromis avec le monde du travail comme c'était le cas après la guerre. Cela renvoie les échecs à une notion du rapport des forces qui, à force d'être abstraite débouche sur un sentiment d'impuissance devant ce qui serait la machine inébranlable du libéralisme. Alors que ce qui est à la base de ce rapport de forces est justement de ne pas voir que les menées du capital lui sont dictées par la nécessité : les mutations technologiques et la place croissante des connaissances dans la production l'obligent à renouveler de plus en plus vite les machines avant qu'elles soient amorties, à rémunérer un travail toujours plus qualifié dont les besoins de formation, de santé ou de culture sont permanents. Cela demande à ses yeux des investissements trop lourds à renouveler. De plus, la place croissante du savoir dans le travail stimule bien trop pour lui, les aspirations à la démocratie. D'où une contradiction désormais inconciliable, entre reproduction du capital et développement de la société.

Il n'y a donc plus l'espace pour un aménagement du capitalisme ni retour en arrière possible. Ce qui ne nous renvoie pas au Grand Soir mais à la notion de processus. Comment aborder efficacement la défense des retraites ? Des enseignants qui s'occupent d'enfants en bas âge c'est reconnu (mal) comme utile à la société et des grands-parents qui s'occupent des mêmes ce n'est plus une activité sociale ? Réclamer un nouveau type de reconnaissance de l'apport social de chacun est la meilleure défense des droits. La gratuité des transports publics urbains et inter-urbains est certainement la meilleure réponse à proposer aux gilets jaunes. Mais la crédibilité même de cette proposition appelle à dépasser son caractère ponctuel. Car, où trouver l'argent ? Quelles questions de pouvoirs cela suppose-t-il ?

En général on considère que l'avenir vient après le présent ; vous allez me dire que la Palisse n'est pas mort. Eh bien, pas toujours. Ne pas pouvoir tendre vers un horizon à notre mesure est anxiogène et érode la personnalité. Ce besoin de devenir est inhérent à la construction de chacun. Notre individualité est toujours un être social donc aussi une identification collective : elle peut être franchouillarde ou de classe. Mais elle est toujours liée à une vision du devenir de la société. Aujourd'hui après les désillusions du siècle passé, l'absence d'une vision post-capitaliste, me paraît être moins de l'ordre de la lucidité que de celui d'une absence profonde de place à l'espoir. Restent alors : l'ascension sociale, la consommation comme moyen d'auto-identification, le ressentiment envers ce que l'on n'est pas ou le phénomène religieux. Il y a alors un substitut d'idéal mais pas de vide. C'est une représentation de soi et du monde, de sa propre vulnérabilité d'où le règne du pragmatisme qui nous renvoie notre impuissance et a-critiques à l'égard des évidences.

Or cette désillusion rend frileux les milieux qui se réclament de l'alternative devant toute projection vers un idéal ou une utopie. Évidemment, se doter d'un récit collectif qui permet de se forger une orientation commune et une identité commune de classe ne peut se reproduire comme au XXème siècle à partir d'un modèle préétabli auquel il nous faudrait adhérer. Le risque alors est de considérer qu'une vision globale serait trop demander au regard des attentes telles qu'elles sont exprimées et on en rabat quant au niveau de l'exigence immédiate. Ce que font partis et syndicats n'entendant pas ce qui est ne parvient pas à se formuler par des mots et en restant à ce qui est déjà explicite. Or la différence entre l'explicité et l'exprimé devrait faire davantage partie de l'analyse politique.

Entre les Bonnets rouges, le climat, le 17 Novembre, les gilets jaunes, le mouvement des femmes, les migrants, au-delà des différences d'approches, parfois énormes, nous sommes interpellés de deux manières :

a) Voilà des événements dont on ne sait pas exactement quelle est la source qui les a initiés, toujours est-il que des dizaines de milliers de personnes expriment, de manières diverses, parfois confuses même, une colère et une exaspération que jusqu'ici aucune force instituée n'a su prévoir, ni saisir pour prendre et proposer des initiatives. Nous devons même nous interroger si ces hommes et ces femmes ne vivent pas ces forces instituées comme des obstacles à leur libre intervention. De plus, il est fréquent que des mouvements partent à partir de gouttes d'eau qui font déborder le vase. Le mouvement de 68 dont nous sommes si fiers, a commencé par la protestation des étudiants de Nanterre devant l'interdiction qui leur était faite d'aller voir les filles dans le bâtiment qui leur était réservé à la Cité U.

Je ne suis pas sûr que les organisations en question aient saisie que la critique à leur égard venait de l'expérience faite d'être régulièrement dépossédé par elles. Il n'est qu'à penser non seulement au comportement historique du PC et des organisations se réclamant révolutionnaires ou plus récemment aux mésaventures de nombre de militants de FI mais aussi aux conflits entre syndicats et coordinations des luttes.

b) Parmi ces organisations, je relève une tendance à assimiler parfois un peu systématiquement des mouvements de ce type à l'exploitation que peut en faire l'extrême-droite, cette crainte-justifiée, conduit trop vite à un jugement qui, à mon sens, tient un tantinet d'un comportement de parti-guide. En tous cas, d'une vision aristocratique (les meilleurs) de la politique. L'expression de l'exaspération est la rançon d'un sentiment d'impuissance trop longtemps contenu. Et plus un mouvement est large, plus les chemins qui y conduisent sont multiples et, sauf à rêver un mouvement bien ordonné, plus la confusion lui est consubstantielle.

Qu'il faille se confronter pour faire émerger du sens est nécessaire mais cela ne viendra pas d'un comportement professoral de notre part. Bien sûr, de tels mouvements sont sur un chemin de crête ils peuvent

basculer d'un côté ou d'un autre opposé. Qu'il y ait alors, l'historique du mouvement 5 étoiles en Italie le montre, un affrontement serré entre conceptualisation de caractère poujadiste ou révolutionnaire, pose plutôt que d'être frileux à leur égard, la question de comment nous occupons l'espace créée par à la fois les mauvaises expériences de dépossession et l'aspiration à autre chose que l'exaspération traduit. Mais c'est là tout le rôle du militantisme.

Commencer à tracer des pistes de réponses structurelles qui dessinent progressivement les contours d'une autre organisation de la société, c'est commencer à rendre inacceptable l'état des lieux et les réponses capitalistes, dénominateurs communs et en désignant qui ne fait pas partie du rassemblement possible, c'est-à-dire où est l'antagonisme, créer un sentiment commun plus large qu'aujourd'hui, c'est le début d'un renversement du rapport des forces : c'est définir le terrain de l'affrontement public. De plus, se projeter dans un avenir que l'on veut à sa mesure c'est chercher à maîtriser le cours des choses. L'image de soi change : de victime donc de faible, on passe à la conscience d'être apte à définir le devenir la société. C'est se penser capable de devenir force de pouvoir- faire ou faire puissance politique. Le fait politique n'est plus extérieur au mouvement, entre les mains de spécialistes.

Le mouvement des femmes nous a appris que l'émancipation ne peut être un but que si l'action en est déjà porteuse. Cette conception fait que l'émancipation même si dans un premier temps, n'a qu'une dimension symbolique, modifie déjà la normalité. Il n'y a alors plus de profanes qui doivent suivre des experts mais confrontation pour élaborer. Cela interpelle fortement la notion d'organisation. Nous avons besoin de revoir en cette matière notre héritage historique : la politique par le haut guidant le peuple ne nous vient ni de 1793 ni de la Commune mais de la tentative d'une monarchie constitutionnelle 1789-1790 puis de Thermidor enfin de la genèse de la IIIème République sur les cendres de la Commune. C'est dire combien la conception de la politique dominante a un contenu de classe précis. Chacun en tirant des options différentes, la social-démocratie mais aussi le léninisme l'ont retransmis à l'ensemble du mouvement ouvrier - ce que l'on ne trouve pas chez Marx.

Je ne crois ni à la spontanéité ni que toute idée serait bonne mais l'organisation a-t-elle pour fonction de pallier ce qui serait l'incurie des foules ou a-t-elle pour objet de permettre à chacun de passer de l'individuel au collectif, sans rien perdre de lui-même ?

Je fais plutôt partie de ceux qui critiquent fortement FI et Mélenchon notamment pour le trompe-l'œil qu'ils constituent. Mais si trompe-l'œil il y a, c'est qu'il y a des attentes en matière de maîtrise du cours des événements, attentes qui caractérisent les mouvements actuels. De critiquer FI ne nous dispense pas de fournir l'effort d'occuper ce terrain. Et il y a une certaine urgence à commencer à le faire.

Benoît Borrits- Construire un courant anticapitaliste à effet immédiat

Quand on parle de luttes il y a une question de protagonistes, et pour ma part, de façon classique, je pense qu'il y a toujours un antagonisme essentiel entre capital et travail.

Dans *L'art de la guerre* le général chinois du 6^e siècle Sun Tzu disait ceci : «*Connais ton ennemi et connais-toi toi-même, même avec cent guerres à soutenir, cent fois tu seras victorieux. Si tu ignores ton ennemi et que tu te connais toi-même tes chances de perdre ou de gagner seront égales. Si tu ignores à la fois ton ennemi et toi-même, tu ne compteras tes combats que par les défaites.*» J'ai l'impression que l'on est dans le dernier cas de figure, ni plus ni moins, et ce depuis 30 ans. J'ai donc voulu reprendre les deux termes posés, à commencer par «*connaître notre ennemi*».

Le connaît-on réellement, et si connaître est comprendre, le comprend-on ? Aujourd'hui il est d'usage de dire que les profits des entreprises sont maximums. Un récent article des *Échos* disait qu'en dix ans, les dividendes mondiaux ont doublé. Malheureusement, une majeure partie des gens en déduisent ce que je pense être une analyse assez superficielle qui consiste à dire qu'il y a du grain à moudre parce que les profits pourraient être moindres. A quoi servent les dividendes ? Après tout, les gens qui les perçoivent n'en ont pas besoin puisqu'ils ont des actions et déjà un bon patrimoine. A quoi leur sert d'avoir ces dividendes en plus ? On pourrait les distribuer en salaires, en faire du salaire socialisée, financer la sécurité sociale... La question des retraites se pose... Pourquoi nous embêter avec des retraites à point, alors qu'on pourrait revaloriser, réduire le temps de travail pour donner à toutes et à tous un emploi ? En plus l'économie irait drôlement mieux parce que cela relancerait la demande.

Pour moi c'est un raisonnement qui ne tient pas parce que les classes possédantes ne pensent pas ainsi. En fait, on confond ce qui est la valeur de l'entreprise avec ce qui est la valeur du patrimoine net de l'entreprise. Il s'agit là

d'une erreur fondamentale. On se dit que les actionnaires gagneraient moins mais seraient toujours là et que la valeur de l'entreprise monterait. Mais dans la réalité ce n'est pas la valeur de l'entreprise qui monte, c'est la valeur du patrimoine de l'entreprise. La valeur de l'entreprise c'est tout à fait autre chose : c'est une valeur qui est spéculative – elle l'a toujours été, mais c'est largement plus théorisée aujourd'hui qu'auparavant. Elle est l'anticipation que se font les possédants des dividendes qui vont être versés dans le futur. Quel est l'intérêt de détenir une action si ce n'est de percevoir des dividendes dans le futur ? En soi, l'action n'apporte aucune jouissance particulière.

Donc ces dividendes, qui nous paraissent complètement inutiles, qui pourraient être versés en salaires et qui sont socialement inutiles aux actionnaires, servent en réalité à «valoriser» l'entreprise. Alors que la majeure partie de la gauche raisonne encore sur une valeur de l'entreprise qui serait la valeur de son patrimoine, la classe possédante est sur une vision totalement spéculative de l'entreprise et c'est la seule qui vaut quelque chose aujourd'hui.

Cela signifie plusieurs choses. Supposons qu'il y ait une victoire sociale à un moment donné, qui peut être obtenue de diverses façons, y compris avec un gouvernement progressiste qui prendrait des mesures contre le capital. Qu'est-ce qu'on aurait ? On aurait des entreprises qui gagnent moins d'argent, mais dans la réalité cela casse les perspectives de dividendes futurs et donc ce sont les valeurs des entreprises qui chutent. En soi je n'en ai bien sûr rien à faire, mais le problème c'est que ces actionnaires restent au pouvoir, que ce sont eux qui décident des investissements, de la poursuite de l'exploitation, etc. Donc lorsque l'on aborde la question d'une mesure progressiste parce que l'on gagne une victoire sociale, la question du pouvoir doit être posée, sinon celle si nous reviendra en boomerang.

Je rajouterais à ceci quelque chose de relativement conjoncturel en m'inspirant de la formule de Gordon et Shapiro de valorisation des entreprises par les dividendes (formule qui peut s'appliquer d'une façon macroéconomique évidente). Cette formule dit que la valeur d'une entreprise c'est le dividende actuel (on comprend déjà l'importance pour les possédants de sortir des dividendes d'aujourd'hui comme preuve d'un futur merveilleux), divisé par le taux d'intérêt, plus la prime de risque (déterminée par les marchés eux-mêmes), moins la croissance des dividendes. On peut oublier la prime de risque : c'est la peur des marchés, incompréhensible et irrationnelle. Mais le taux d'intérêt ? Ces dernières années, il n'a fait que baisser. C'est un moteur de valorisation des entreprises qui n'existe plus aujourd'hui puisqu'on rentre dans des taux qui sont relativement proches de zéro. Sur la croissance du dividende, évidemment, à rapport de classe inchangé entre capital et travail, le dividende monte avec la croissance de l'économie : mais on est dans une phase où la croissance n'a cessé de ralentir sur ces dernières années. Voilà pourquoi il faut vraiment comprendre que ces classes possédantes sont aujourd'hui accros, que cette question des dividendes ne se résume pas à des actionnaires qui se goinfrent : si l'on ne dit que cela on est à côté. Ils n'en ont jamais assez parce que c'est la condition de leur survie, la condition de la valorisation du capital.

Donc il faut comprendre que toute avancée en terme de victoire sociale ou de gouvernement progressiste ne pourra que poser la question du maintien du capital. Et ceci est beaucoup plus vrai aujourd'hui qu'il n'en était dans le passé, car nous avons des possibilités de croissance qui autorisaient un certain équilibre entre les classes, et qui aujourd'hui ne peut plus se poser.

Sur le «*connaissons-nous nous-mêmes*», il faut reconnaître qu'aujourd'hui la majorité de la population est dans l'ignorance de l'état du capitalisme, du pourquoi il est si gourmand aujourd'hui. On voit bien dans le film *En guerre* cette incompréhension qui existe entre les classes, et l'on vit dans cette illusion que finalement le gouvernement pourrait céder, que l'on pourrait avoir des avancées etc. Ce peut être exact, à un moment donné, mais la question est de poursuivre au-delà pour que cela ne se retourne pas contre nous.

Je crois qu'il y a vraiment la nécessité «urgente» d'organiser un courant politique – je ne parle pas de parti ou de mouvement – qui soit clairement anticapitaliste, non pas à long terme, mais à effet immédiat.

Un courant qui par exemple interviendrait dans les organisations syndicales. Il y a du travail à faire dans la majeure partie d'entre elles, il est aujourd'hui nécessaire de revenir à cette notion de «double besogne» du congrès d'Amiens, les défenses des conditions de vie matérielles et morales des membres bien sûr, mais aussi l'émancipation de la classe salariée, c'est-à-dire l'éviction des actionnaires. Concrètement, en 2018, cette charte d'Amiens signifie que dans les sections d'entreprise on explique aux salariés que l'on est appelé, en tant que salarié et pas en tant que propriétaire, à diriger ces unités de production demain, et demain c'est tout de suite :

n'oublions jamais la crise de 2008, le système a frôlé une véritable catastrophe et je ne suis pas sûr qu'il soit capable d'en encaisser une nouvelle. Cela veut dire initier dès maintenant les salariés à la comptabilité, à la gestion de l'entreprise et renouer avec l'éducation populaire non pas en se pliant à l'idéologie dominante mais en intégrant celle-ci pour la pervertir. C'est un peu ce que les salariés qui reprennent leur entreprise en SCOP font, et il est intéressant de voir qu'une des premières étapes, lorsqu'ils doivent reprendre leur entreprise, est de passer par ce genre de choses, de façon à essayer que toutes et tous dans l'entreprise aient les moyens de peser sur les débats. Car l'orientation d'une entreprise est un débat qui est politique à tout moment.

C'est quelque chose qu'il est largement plus possible de faire aujourd'hui en 2018 qu'il y a un siècle parce qu'aujourd'hui la classe salariée est largement éduquée. Ces exemples de SCOP TI, librairie Les Volcans et autres sont là pour le prouver : on a une classe salariée qui est aujourd'hui capable de prendre la relève et on doit avoir confiance en elle. C'est cela que veut dire « être candidat à la gestion de notre vie » au niveau microéconomique.

Au niveau macro-politique, c'est un courant qui devrait intervenir dans les multiples aspirations qui s'expriment actuellement dans la société comme au travers des Gilets jaunes, mais certainement pas comme un parti guide qui sélectionnerait ce qui est bon et ce qui est mauvais. L'important est de dire que les aspirations d'une façon générale sont légitimes, que toutes ces aspirations doivent se confronter à l'approbation d'une majorité de la population, mais qu'aujourd'hui c'est tout simplement impossible du fait de la domination des sociétés de capitaux, ni plus ni moins.

Pour illustrer mon propos, je vais prendre deux exemples. Le premier est relatif aux débats autour de ce que j'appelle la socialisation du revenu. On a aujourd'hui une aspiration de plus en plus forte à la sécurité sociale professionnelle, à ne pas se retrouver entre deux emplois sans revenu, à la possibilité d'accéder à des formations, à conserver la qualification etc. D'autres revendications arrivent, qui peuvent se compléter ou pas, comme la question du revenu universel - je parle bien d'un revenu universel émancipateur qui permet de refuser un job dont on n'aurait pas envie, pas le filet social de sécurité que les néolibéraux pourraient promouvoir. Dans ce débat j'entends des arguments que je comprends et partage, des arguments contre, qui sont tout aussi légitimes. Mais au final, je n'ai qu'une voix parmi d'autres et seule la population peut trancher. Il en est de même de la proposition de Bernard Friot de salaire à vie qui est très controversée. Ce qui est important dans ces débats, pour ce courant politique anticapitaliste que l'on veut créer, ce n'est pas tellement de trancher en disant ce qui est bon et ce qui ne l'est pas. Cela, c'est la vieille façon de faire de la politique. Regardez la présidentielle : Hamon dit être pour un revenu universel, qui se transforme, au moment du passage à l'élection, en crédit d'impôt négatif ; ou Mélenchon qui dit être contre le revenu universel. Notre courant politique doit dire que ce sont des débats légitimes, que c'est à la population de trancher. Mais fondamentalement, le résultat de cette délibération sera indigeste pour les sociétés de capitaux, le capitalisme. Cela appelle donc au dépassement de ce système, on doit se faire les porteparoles de ces aspirations, sans trancher mais en disant qu'elles doivent débattre.

Un autre exemple, sur le thème de l'écologie, est celui du zéro déchet. Ces promoteurs nous expliquent que dans l'économie circulaire, les déchets doivent être retraités et que cela est émetteur de CO2 : le mieux c'est donc de s'abstenir de faire des déchets. On devrait donc tous s'acheter des petites boîtes de conserve durables métalliques, n'acheter qu'en vrac, se faire à manger soi-même et refuser tout ce qui vient sous la forme de nourriture emballée. Si j'applique le zéro déchet jusqu'au bout, c'est un pan complet de l'économie qui tombe ! Que fait-on des travailleuses et travailleurs de l'agroalimentaire ? La question posée débouche à nouveau sur la socialisation du revenu, sur la reconversion des travailleuses et travailleurs de l'agroalimentaire, ou d'une partie d'entre eux.

Aujourd'hui les Gilets jaunes ont affiché une liste de revendications. Sur le fond, toutes ces revendications méritent d'être examinées. Mais l'ennui c'est que le cadre posé est une confrontation avec un exécutif qui a été nommé, avec une équipe gouvernementale qui a été élue par une majorité, même si elle est toute relative. Et c'est ce gouvernement qui grosso modo négocie et décide. On a là une liaison qui est très forte, que l'on doit creuser dans notre projet politique, entre la notion de démocratie représentative et de démocratie directe. La première, dans laquelle on délègue à une équipe pendant un certain temps, est pour moi l'ultime rempart du capitalisme ; la démocratie directe, elle, qui suppose que sur chaque question qui se pose toutes et tous ayons notre mot à dire et les moyens de délibérer, est pour moi fondamentalement antagonique avec le capitalisme.

Pour résumer, je pense sincèrement qu'aujourd'hui, dans la situation politique actuelle, le marasme dans lequel on est, on a besoin de construire un courant politique clairement anticapitaliste, à effet immédiat, qui se prononce très clairement pour une démocratie directe et qui cesse de se comporter comme un parti guide.

Christian Mahieux- Arrêter d'être en extériorité aux mouvements

Même si effectivement l'exercice est d'éviter cela, je vais faire le lien avec l'actualité, par rapport aux Gilets jaunes. Que manque-t-il à nos luttes pour qu'elles soient victorieuses ? Il va manquer qu'on y soit.

J'ai une inquiétude très forte sur la façon dont nos organisations, nos mouvements, «nous» au sens très large, on passe à côté du truc. Ce n'est pas une question d'opportunité, de faire des cartes d'adhérents à Solidaires ou à des organisations politique, associatives etc. Mais je pense qu'on passe totalement à côté du sujet et que l'on va vraiment en subir les conséquences.

Je ne mythifie pas du tout l'histoire des Gilets jaunes, et je trouve très bien le boulot qui a été fait au tout début pour expliquer d'où venaient un certain nombre de gens que l'on mettait en avant et le rôle que l'extrême droite a eu -et a peut-être encore- dans un certain nombre d'initiatives. Faire cela est totalement juste et nécessaire. Mais il y a une vraie faiblesse du mouvement syndical sur cette affaire, à dire cela et considérer que l'extrême-droite aujourd'hui en France est capable d'organiser ce mouvement-là. Là je pense qu'il y a une erreur d'appréciation parce que ce n'est pas le cas, et que l'autre erreur est de ne pas être allés voir massivement en vrai comment c'était dans les ronds-points. Il faut dire qu'il y a une différence énorme entre Paris, la proche banlieue et tout le reste de la France, et que la vision est beaucoup plus théorique vu d'ici parce que, en réalité, il n'y a rien à Paris. La vraie différence est dans ce sens là, entre Paris proche banlieue et le reste de la France, ce n'est pas une histoire ville/campagne, parce que dans le reste de la France c'est ville «et» campagne.

Il y a donc malheureusement aujourd'hui un premier «bilan» à tirer. Je comprends qu'il y ait eu de vraies interrogations au début (grosso modo de mi-octobre jusqu'à fin octobre), y compris la capacité des organisations à se positionner sur un truc qui ne rentrait pas dans les cases habituelles, c'est toujours un peu long.

Mais après il y a eu un vrai problème, en gros sur la période de début novembre, parce que la plupart des organisations en sont restées à peu près à la même analyse, parfois en modérant les propos par rapport à quelques premières prises de position syndicales et politiques qui franchement tenaient du mépris pour les gens.

Le souci, c'est qu'il se passe aujourd'hui ce que l'on pouvait craindre : un certain nombre d'organisations ont maintenant à peu près compris ce qu'il se passe, sauf que l'on peut faire ce qu'on veut, vis-à-vis des gens qui sont dans l'histoire depuis le début on apparaît comme courant derrière. Cela pose tout le problème du décalage entre l'appréciation du milieu militant et une action de la population, une action de masse.

Effectivement ce n'est pas une action de classe mais de masse, il y a des composantes sociales qui ne sont pas celles que l'on représente, celles que nous, nous voulons défendre. Mais il y a une vraie action.

J'ai eu des discussions avec des camarades militants et militantes sur cette différence. Pour reprendre l'actualité, la manif des chômeur.euses, la manif Rosa Parks, y compris la manif droits des femmes de la semaine dernière, même si c'est plus gros, cela n'a rien à voir avec le mouvement des Gilets jaunes en termes de connaissance par la population. J'ai lu par exemple le texte de quelqu'un de la manif droits des femmes qui reprochait aux Gilets jaunes de ne même pas savoir que cela existait. C'est juste sur le fond, mais cette ignorance c'est aussi le bilan de notre activité militante depuis des années et des années.

Ce n'est pas satisfaisant, mais il y a un vrai problème militant si on ne part pas de cette situation. Y compris sur les Gilets jaunes, notre faiblesse c'est que l'on reste dans un commentaire extérieur. Alors oui, la liste de nos revendications n'est pas la liste officielle des Gilets jaunes... mais en même temps c'est aussi intéressant parce qu'ils sont en train de découvrir comment on fait pour se coordonner et l'on n'est pas loin d'avoir des Gilets jaunes qui vont poser le problème de l'organisation. Et nous, on sera toujours derrière en train de commenter, alors que si le mouvement syndical avait été plus présent depuis le début, il y a peut-être aussi des débats qu'on aurait pu avoir un peu plus là où ça se passe, avec ces gens-là, qui sont en train de découvrir que pour faire une délégation nationale il faudrait peut-être qu'il y ait des coordinations d'une manière ou d'une autre.

Le vrai problème c'est de se situer en commentateur-trice extérieur. Comme tout le monde j'ai vu le sketch chez le premier ministre, avec le gars qui est rentré et ressorti parce que ce n'était pas retransmis en direct. On peut en penser ce que l'on en veut, mais on est quand même en plein dans un des trucs dont on se réclame.

Cette histoire des Gilets jaunes c'est vraiment quelque chose de très important sur lequel il y a matière à retravailler au niveau de nos organisations collectivement. Pour ma part je suis très inquiet, non seulement sur le fait qu'on ait loupé un peu le début -mais ce qui est fait est fait- mais bien aussi sur l'analyse aujourd'hui, car je crains qu'on ait du mal à faire bouger les choses.

Émile Fabrol - Pour une transformation révolutionnaire, anticapitaliste de la société

Je suis membre du NPA.

Notre monde de politico-syndical fait partie vraiment de l'ancien monde et n'a pas pris la mesure de la transformation de fond en comble de la société dans ce que l'on appelle le néolibéralisme. On en est resté à l'idée que le capitalisme c'était exclusivement l'extorsion de la plus-value et que la lutte des classes c'était la lutte pour le partage de la plus-value. Or le capitalisme c'est un rapport social global, et aujourd'hui, depuis un certain temps, on a tout un ensemble de choses qui se sont brisées et qu'on a laissé briser.

On est en train de passer du collectif de travailleurs, avec son code du travail, sa sécurité sociale, ses droits qui créent du commun, qui d'une manière ou d'une autre sont des éléments de base de l'appartenance à une classe sociale et à du collectif, à ce qu'on a abusivement appelé l'individualisme. Les théoriciens parlent d'homme entrepreneurial et pas exclusivement des auto-entrepreneurs, du statut d'auto-entrepreneur. L'homme entrepreneurial c'est aussi dans l'entreprise et dans la vie privée, chaque individu a un capital qui est libre de faire fructifier ou non. Et nous, nous sommes restés sur le monde ancien où l'on avait nos conventions collectives, nos statuts etc. en laissant passer qu'une quantité importante de personnes sortaient petit à petit de cela, même si on a milité contre la précarité (la manifestation du 1 décembre existe depuis longtemps). Ce sont des personnes qui, par la force des choses, ont été éloignées des organisations existantes. Ces dernières sont restées sur des lieux existants, solides, qu'on connaît bien (l'entreprise, la fonction publique, l'hôpital etc.) et il y a tout un ensemble de personnes qui se sont retrouvées isolées. À partir de ce moment-là, effectivement, comme on ne peut pas vivre isolé on cherche des idées, et quand on ne rencontre pas des forces politiques qui sont pour l'émancipation humaine, on peut aussi rencontrer de vraies cochonneries.

Loin de moi l'idée de magnifier le mouvement des Gilets jaunes, il faut le prendre tel qu'il est et ce n'est pas le début de la révolution, mais je pense qu'il se passe quelque chose de profond. C'est-à-dire qu'il y a des gens réels, normaux, qui ne savent pas qu'ils appartiennent à une classe sociale, mais qui en ont marre et qui s'expriment en dehors de tout cadre. Alors pour des gens qui sont pour l'émancipation et pour une société post capitaliste, même si c'est ambigu et contradictoire, c'est bien un terrain où il faut aller !

L'autre question qui me semble importante, c'est celle des agressions qu'on a eu entre la réforme sur les retraites, code du travail etc. En règle générale, on n'a pas pris l'initiative, c'était le pouvoir qui était à l'initiative des réformes. Et on s'est toujours mis «en réaction» à ce qu'il se passait. Quand il y a eu le code du travail on a défendu le code du travail, c'est-à-dire que l'on a défendu la dernière version du code du travail, celle que l'on avait combattue auparavant. Le meilleur, c'est la retraite ! On va se battre contre la retraite à points, c'est un fait, mais bon an mal an en défendant l'existant que l'on a combattu il y a trois ans. Aujourd'hui les 37 ans et demi de cotisations ont disparu de toute mobilisation. On défend la retraite à taux plein, mais qui sait que pour un salarié normal du privé, c'est entre 60 et 70% de son salaire ? Quand on dit «à taux plein» beaucoup de gens comprennent que c'est le dernier salaire. On a reculé considérablement sur tout cela.

Je suis d'accord avec Pierre, on ne reviendra pas en arrière, ce qui est fait est fait. Mais face aux carences de toutes les organisations importantes, à la difficulté à prendre en compte la réalité, j'espère que l'on pourra avoir cet apport collectif à notre monde militant de faire prendre conscience qu'il ne s'agit pas simplement de lutter pour réagir contre les empiètements permanents du capital sur le travail. Il y a effectivement des bases (*Salaires, prix et profit de Marx*) que l'on a complètement oubliées.

C'est nécessaire, vital, indispensable mais ce n'est pas suffisant. Si l'on en reste là on aura des succès, on fera que le CPE sera pas re-promulgué, peut-être obtiendra-t-on que Macron finisse par modifier quelque chose à la marge. Mais il faut dire qu'il faut s'en prendre non pas aux effets mais aux causes, c'est-à-dire la dictature du capital, le vrai pouvoir. On rentre là dans les questions proprement politiques, le problème de la démocratie, le fait que ce gouvernement est peut-être légal (Macron a été légalement élu) mais qu'il n'est pas légitime. Et enfin, si on veut une transformation révolutionnaire, anticapitaliste de la société, il faut qu'on ait des éléments qui permettent de répondre au cauchemar néolibéral par un imaginaire même utopique, et ne pas avoir peur, parce qu'on a une tendance à dire que ce n'est pas possible.

Rappelez-vous le mouvement des Fourches en Italie, aucune proposition de gauche populaire, et c'est le mouvement 5 étoiles qui est sorti. Je ne dis pas que ce sera automatiquement la même chose ici, mais raison de plus pour qu'on ait un discours et des pratiques qui parlent à ces gens qui en ce moment s'expriment avec leurs tripes.

Il y a quelque chose qui me paraît sensationnel en ce moment, c'est que les chaînes de télévision info qui nous parlaient des milliardaires il y a encore 15 jours, aujourd'hui parlent de gens qui ne peuvent pas finir les fins de mois. Le monde réel arrive à la télévision. Cela ne durera peut-être pas, mais il nous faut revenir à un certain nombre d'idées qu'on a oubliées. Le monde a vraiment changé et donc il faut aussi qu'on l'aborde sans tabou.

Jean-Claude Mamet- Faire en sorte que la besogne dite d'avenir accède au statut d'une force politique

Je suis militant à Ensemble !

Comme souvent dans ce genre de discussion, on passe de l'extrême généralité, voire de l'abstraction, à comment il faut faire. Alors je vais essayer, sans entrer trop dans le débat sur les Gilets jaunes, de voir comment on peut mettre en réflexion pratico-pratique des choses que je partage dans ce que Pierre et Benoit on dit.

Mais d'abord je veux signaler quelque chose que je ne partage pas (cela fait longtemps que je le dis et je le vois tout le temps écrit de la même façon), c'est l'histoire du compromis fordiste. Je ne comprends pas ce que c'est : les classes dominantes n'ont jamais fait de compromis ! Il n'y a jamais eu une table en 1945 où les patrons, les syndicats, et le gouvernement auraient déclaré vouloir être «raisonnables» (ce mot apparaît dans l'invitation que l'on a reçue) et chercher à arriver à un compromis. Cela n'existe pas ! C'était l'état d'un rapport de forces à ce moment-là. Il faut donc arrêter de dire qu'il y a un compromis fordiste. Les régulationnistes ont raisonné comme cela, mais je pense que ce n'est pas juste.

Je suis d'accord avec l'idée que quand une personne agit elle a toujours quelque chose dans la tête, un projet, une idée, une imagination de ce qu'elle fait. Même les plus humbles des travailleurs et des travailleuses ont toujours quelque chose dans la tête. Et donc il faut essayer de participer, nous collectivement qui avons un but commun assez similaire, essayer de faire en sorte que l'imaginaire collectif, l'hégémonie culturelle, aille dans le bon sens. Par exemple lorsque le mouvement travail a débuté en 2016, ce qui a fait sens à une échelle très large, et a fait que ce mouvement a été soutenu dans l'opinion publique, c'est «On vaut mieux que ça.». Derrière cette phrase il y avait potentiellement l'idée qu'il faut reprendre le pouvoir sur la société, sur la crise du travail etc.

Le problème est là : qu'est-ce qui, à un moment donné, crée dans la société un mouvement d'opinion qui devienne un sens collectif ? Les Gilets jaunes ont obtenu cela. En 2016 au début il y avait cela. Mais ni les partis politiques, ni probablement une partie du syndicalisme, n'ont réussi à donner toute la dimension potentielle de ce qu'il y avait dans cette séquence. Et il est vrai que cela pose un sacré problème parce que quand on parle de la Charte d'Amiens, comment faire en sorte que la besogne dite d'avenir accède au statut d'une force politique qui transforme ? La difficulté est là, et elle est renforcée par le fait que «spontanément» le syndicalisme a du mal à faire cela. Le mouvement social aussi d'une manière générale a du mal à accéder au statut d'interlocuteur politique collectif.

Si l'on revient à la question SNCF du printemps, la grève 2 jours sur 5 a incontestablement permis au mouvement de tenir 3 mois, ce qui permettait en théorie un délai pour que le mouvement devienne un mouvement de confrontation politique directe nationale avec le pouvoir. Mais on n'a pas réussi cela. Besancenot a créé les conditions d'un front politique, mais je sais que le NPA n'a jamais voulu faire en sorte que ce front devienne quelque chose de pérenne et acquière une force réelle. D'autres y étaient absolument opposé par dessein. Dans le syndicalisme, la CGT avait une brochure de 50 pages fort bien faite et Solidaires SUD-Rail n'a pas actualisé son bagage sur quel service public rural on peut faire en France et en Europe. Pourquoi est-ce qu'on n'a pas réussi, dans l'intersyndicale, à faire en sorte que ce qui était sous-jacent à cette lutte accède au stade d'une confrontation politique nationale ? Ce qui permettait de faire en sorte que l'opinion publique voit que 1/ nous, les chemins de fer, on sait comment faire 2/ nous avons un statut qui est que nous sommes des personnes qui «savons» faire.

Sur les retraites c'est la même chose. On a un président qui dit 1/ vouloir que chaque euro cotisé permette de toucher la même chose à la fin ; 2/ ne plus vouloir des 42 régimes où personne ne comprend rien (c'est l'inégalité, l'injustice, le fouillis total) et donc vouloir faire avec le système par points (voire par compte personnel) quelque chose de clair et universel pour que tout le monde soit content. C'est un défi : si on ne répond pas à cela, si on se replie sur la défense du système antérieur, on est politiquement foutu. Pour moi il faut réfléchir sur 2 points : 1/ on a quelque chose qui s'appelle régime général de la sécurité sociale, donc il faut généraliser les régimes (ce que les réticences, y compris au sein du syndicalisme, n'ont pas permis en 1946) ; 2/ il faut défendre la retraite comme la continuation du salaire.

Et c'est là où j'en viens à ce que dit Benoit : c'est vrai que l'on ne parle pas d'anticapitalisme en disant qu'il faut partager le patrimoine. Il y a beaucoup de patrimoine chez les capitalistes mais une fois qu'on l'aura partagé il ne restera pas grand-chose, on pourra vivre 6 mois éventuellement mais c'est tout. La vraie question c'est que la valeur qu'il faut s'approprier c'est un flux, ce n'est pas un patrimoine. Il faut donc s'approprier le flux de valeurs et c'est le salaire qui le permet, même s'il n'y a plus de gain de productivité aujourd'hui, et que le peu qu'il y a est accaparé par ceux qui ont des dividendes.

Pour finir sur le mouvement des Gilets jaunes, je pense qu'il exprime une crise de la valeur du travail. Pourquoi ? Parce que l'État est maintenant le chef libéral du social, c'est-à-dire que c'est un État autoritaire qui augmente la CSG, supprime les cotisations salariales... et donc reste le seul qui gère en surplomb le social. Les gens disent sur les barrages que leur travail a de la valeur. Le problème c'est que tout est piqué par la fiscalité. En réalité on court-circuite le fait qu'il y a une certaine forme non dite de volonté de retrouver une dignité du travail.. Mais il faut que le mouvement ouvrier s'en mêle, et la difficulté c'est qu'il y a d'autres mondes extérieurs (je ne vais pas revenir sur le syndicalisme).

Pierre Cours Salies - De quelles classes parlons-nous ?

Je suis de Montreuil et membre de Ensemble !

Je ne vais pas vous demander quelle est la proportion d'ouvriers dans la société aujourd'hui parce que bien sûr cela n'existe plus ! C'est 20% de la population active selon les CSP en incluant les précaires qui ont un emploi de rattachement. Les techniciens, les ouvriers qualifiés (ceux qui ont fait des études et à qui on dit qu'ils ne sont plus ouvriers mais agents techniques) des catégories B représentent au minimum dans les 17%. Dans la Fonction publique il y a 4 millions de personnes, c'est-à-dire autant que dans les CSP ouvriers. Donc 57 à 59% de la population française fait partie de ces catégories-là, et il faut y ajouter 4 millions de chômeurs (c'est-à-dire ceux qui ne sont pas comptés comme précaires dans les chiffres donnés précédemment).

Qui est en mouvement quand 80% de la population soutient les mobilisations actuelles, ou 75% les mobilisations contre la loi El Khomri, ou quand 70% des usagers soutenaient la grève des cheminots ? Ce sont les mêmes. Alors il ne faut pas croire que l'on peut se débrouiller à propos de nos luttes sans reprendre cela.

Nous ne le faisons presque jamais : nous avons laissé faire diverses mobilisations en ayant ce souci, mais en ne faisant pas percer. Par exemple sur la loi El Khomri c'était le bon moment pour faire apparaître qu'il y a deux grands secteurs dans les salariés, là où il y a des droits syndicaux (peut-être 40% des salariés), et les PME où majoritairement si l'inspecteur du travail ne passe pas il n'y a pas de droit social. Cela n'a pas été traité au moment de la loi El Khomri. Mais ceux qui sont sur les barrages sont souvent des gens qui relèvent de ces PME diverses, nombreuses dans les zones que l'on dit périurbaines.

La majorité de ces personnes peuvent se sentir méprisées par les gouvernements successifs, par les forces politiques de gauche qui ne s'adressent à elles pour leur demander leur vote. Quand ont-ils l'impression que l'on va parler à partir de leur expérience ? Je pense à la remarque de Gramsci sur les philosophies implicites présentes dans les pensées quotidiennes des travailleurs, et c'est sur cela que l'on joue quand on parle de bataille culturelle. On ne leur parle pas, le message institutionnel c'est qu'ils ne valent pas la peine qu'on leur parle. Il ne faut pas s'étonner alors si on a l'impression d'avoir une extériorité. Cette extériorité nous l'avons parce que nous dépendons nous, même si nous ne le voulons pas, de courants politiques qui ne veulent pas transformer la société mais occuper des places, qu'ils soient de droite ou de gauche ou de gauche de gauche.

Je suis d'accord sur l'idée qu'il faut avoir une force politique mais elle doit traiter cela parce qu'une partie de ceux qui seront avec nous pour la faire sont prisonniers de ce jeu-là et croient sincèrement qu'ils font le mieux possible en suivant des machines institutionnelles sans intérêt.

L'autre point que dont voudrais parler, c'est que tous jours tout le monde entend parler à la télé de Trump, des menaces au Moyen-Orient etc. Les questions internationales sont présentes partout tout le temps, tout le monde en entend parler. Qu'est-ce que nous en disons ? Rien. Qu'en disent les forces politiques de gauche ? Rien. Il y a quand même un problème ! Cette façon de faire signifie que pour la majorité des gens en dehors de notre gouvernement il n'y a rien, puisque personne ne conteste notre gouvernement par rapport à la situation internationale. Ne pas avoir de ligne internationale c'est livrer l'ensemble de l'actualité internationale entre les mains de la bourgeoisie qui énonce des informations contradictoires ou pas. Mais pourquoi n'a-t-on pas de réponse là-dessus ?

Le Mouvement de la paix fait campagne pour le désarmement nucléaire ... C'est vrai ou c'est faux ? Est-ce que tout le monde ne se dit pas qu'il va y avoir une guerre nucléaire avec l'Iran ou la Corée. Est-ce que ce n'est pas

l'actualité quasiment chaque semaine ? Faut-il un désarmement nucléaire, en s'appuyant sur un vote de l'Assemblée Générale de l'ONU ? Bien sûr ! Mais ce sont les petits pays. Ils sont représentés par des petits gouvernements qui, évidemment, n'ont pas de pouvoir par rapport aux gros. Et nous, comme ce ne sont pas les gros qui sont concernés, on ne s'en occupe pas, le vote à l'assemblée générale de l'ONU ne nous intéresse pas. Il est vrai que l'on ne vit pas dans des petits pays africains... Comment peut-on avoir un courant anti guerre au niveau européen si l'on ne s'en occupe pas ? Est-ce que cela intéresse les gens dont on parle, qu'il faudrait pourvoir les organiser sur des perspectives de classe ? Oui, tous les jours ils en entendent parler, et ils le commentent. Et nous, nous n'en disons rien.

Sur ce le coût du travail et de la sécurité sociale, il y a dans les Gilets jaunes un certain nombre de patrons qui apportent leurs idées : je ne pense pas qu'il faut les pendre, mais il ne faut pas suivre leurs idées en tâchant de trouver des solutions communes entre le revenu de base, le revenu universel, et la sécurité sociale. Je ne suis pas d'accord. Si la réalisation de la plus-value n'est pas faite il ne sert à rien de dire qu'il y a une accumulation de plus-value. La fonction du capital inclue la distribution pour qu'il y ait une réalisation de plus-value. Ceux qui dominent cela sont des grandes entreprises non pas nationales mais internationales, tout cela crée une chaîne d'extraction de la plus-value qui mérite qu'on en parle. Que faut-il faire aujourd'hui pour avoir la sécurité sociale universelle, y compris couvrant le travail et le chômage ? Il faut prendre la partie qui tombe dans les poches des actionnaires. Là dessus je suis aussi peu révolutionnaire que la revue chrétienne *Aleteia* qui dit des choses de ce genre : «*Dans un monde où l'année dernière 82% des richesses créées dans le monde ont bénéficié au 1% les plus riches, est-il encore raisonnable de rémunérer les patrons du CAC40 comme ils le sont ?*» Sur ce thème, si l'on veut s'adresser à tout le monde, on dit que les 56 milliards qui sont dans la poche des actionnaires doivent servir à une sécurité sociale universelle qui couvre à la fois l'ensemble des risques ainsi que le droit au travail, au salaire et à la formation.

Si l'on n'a pas ce genre de réponse on ne peut pas reconstruire parce que cela fait des dizaines d'années que les gouvernements successifs ont morcelé les problèmes. Vous avez dans les ministères une série de dispositifs, avec des responsables dispositifs pour suivre les dispositifs, et quand les gens arrivent à Pôle emploi ou à la CAF ils sont dans les dispositifs.

Il faut une réponse signifiante, envisager que ce qui est pris par les grands actionnaires, qui est une part de la plus-value qui s'accumule entre leurs mains grâce à divers règlements, serve pour l'ensemble des salariés de PME et autres, qui, de fait, fabriquent cet argent. On ne donne pas une réponse en disant qu'il faut créer une nouvelle fiscalité ou alors on s'y perd ! En réalité il est plus simple de dire que puisqu'ils font des économies de cotisations sociales en serrant les prix sur les PME ils en ont responsables, puisque ce sont eux qui prennent la production des PME pour vendre. On va lever le secret sur ce fonctionnement-là, et ainsi on a l'argent pour payer pour tout le monde. Et on pourra même dire aux patrons de PME que dans ce cas-là ils ne seront pas en train de faire faillite, puisque ce ne sont pas eux qui vont payer ce que les gros actionnaires doivent payer.

C'est une discussion qu'il serait souhaitable d'avoir rapidement, car ce qui vient d'être posé est réellement posé. Et c'est l'un des éléments pour recomposer une perspective de classes. Si on ne pense pas qu'il faut renouveler une perspective de classe, il vaut mieux dire que nos luttes ne peuvent qu'être battues.

La plupart de mes amis, militants syndicaux ou retraités depuis peu et militants de Ensemble ! ou autre, sont dans l'animation des activités de barrage dans la plupart des agglomérations en dehors de la région parisienne, et en parlent à partir de cette réalité-là. Ce dont nous discutons ici n'est pas sans lien avec ce que font une grande partie des gens que nous connaissons.

Catherine Destom-Bottin- Fragments de vie politique sur les rond-points

ACU et aussi Ensemble ! mais par intermittence.

Je devais écrire un papier sur les gilets jaunes pour Cerise, or impossible d'y arriver parce que soit c'est trop compliqué pour moi, soit ça bouge tout le temps. Alors je me suis décidée à aller sur le plus gros barrage de l'agglomération de Vannes, j'y passe tous les jours pour rentrer chez moi dans ma zone rurale.

Ce que je n'entends pas dans ma voiture quand je traverse le barrage, c'est qu'il y a un brouhaha monstre de gens qui klaxonnent pour approuver et, chose qui marque une époque, ça klaxonne majoritairement sur l'air de «Ce n'est qu'un début continuons le combat». C'est donc quelque chose qui appartient à des gens qui ont déjà mené des batailles.

Sur ce rond-point il y a un tout petit bout de parking où les gens déposent leur véhicule. Quand j'y suis allée il y avait 6 camions de taille moyenne, tous ayant une pub d'entreprises du département. Des automobilistes s'arrêtent, viennent déposer des victuailles et repartent. Quand on arrive sur ce rond-point, on perd 30 ou 40 mn.

Et personne ne gueule ! Les gens sont super d'accord, le manifestent en passant et à chaque paquet de voitures qui passe, il y a de la joie.

Pour ma première rencontre il y avait une vingtaine de personnes, organisées avec braseros, abris, palettes au sol pour pas marcher la boue etc. Il y avait 6 commerçantes, toutes en rage parce qu'elles disent perdre entre 60 et 70 % du fruit de leur travail dans les taxes. Un restaurateur me montre sa gencive incomplète et me dit qu'avant il aurait pu se payer des dents mais que maintenant ne le peut plus. Il y avait 7 ou 8 jeunes adultes chômeurs qui manifestent, au ton de la conversation, avaient fait des études. À un moment donné le restaurateur dit que les chômeurs qui ne foutent rien gagnent mieux que lui, le SMIC. On démarre alors une conversation de fond avec une partie du groupe. Faut-il baisser les allocations des chômeurs ou faut-il augmenter le SMIC ? J'étais un peu isolée mais ce n'était pas si compliqué que cela et petit à petit nous discutons du prix du travail, du coût du travail, de ce que c'est que le travail et au bout d'un moment le type me demande qui décide. Je lui réponds que lui et moi puisque c'est notre travail. Il va alors voir l'autre groupe pour leur dire que l'on discute du prix du travail. Évidemment, en discutant du travail on finit par discuter du pouvoir, il me demande comment faire et je lui réponds qu'ils sont en train de le faire, prendre le pouvoir. On en est resté là.

Mais cette idée de prendre le pouvoir est dans l'air. Ils le voient sous la forme d'une nouvelle assemblée nationale, de recommencer les élections, ce qui en même temps est compliqué pour eux parce qu'ils haïssent les députés, les sénateurs. Le seul élu avec lequel ils veulent bien débattre, c'est le maire.

Lorsqu'ensuite je rentre dans mon petit village il y a sur la rue qui passe devant la mairie un énorme camion barré d'un immense calicot "TP en colère" et au-dessus du tableau de bord plusieurs gilets jaunes bien en vue. Je m'arrête et je décide d'aller voir les gens qui sont en train de travailler à déboucher un égout. Je discute avec celui qui avait l'air de conduire le chantier et il m'explique qu'il est l'un des associés de cette grosse boîte qui loue des énormes machines et des salariés pour conduire les chantiers et qu'il vient voir si le travail se fait correctement. Nous discutons, il m'explique que la taxe GLRP lui fait perdre à peu près 700 000 euros par an. Et qu'il y en a marre. Je lui demande s'il pense qu'ils vont gagner et il me répond que oui parce que de toute façon ils iront jusqu'au bout. Je lui demande alors si les salariés sont d'accord avec eux, et là je me dis que la lutte des classes a commencé, parce que le gars me répond : «Oui, il «nous» suivent.». Je crois qu'on a commencé la bataille du pouvoir et il faut qu'on y aille !

Avec les camarades qui sont au Front de gauche on a monté une association qui s'appelle Causes Communes et on s'est dit qu'il faut que l'on parle avec les gens. Alors quand j'ai quitté le rond-point et je leur ai dit qu'avec mes potes on est en train de réfléchir à une rencontre sur la gratuité du service public, parce que après tout c'est nous qui faisons le boulot donc il faut qu'on puisse le faire ... et puis nous avons besoin de nous déplacer, cela nous paraît aussi légitime que le droit de respirer... donc on voudrait en discuter. Je leur ai proposé, une fois nos tracts écrits, de revenir les voir.

Francis Sitel- Notre problème, l'absence d'articulation entre le mouvement ouvrier traditionnel et les mobilisations actuelles

Je pense que cette question des Gilets jaunes c'est un peu ce qui nous hante et qu'il est souhaitable d'avoir cette réflexion. Le problème que cela nous pose c'est que l'on est confronté à un mouvement populaire qui est en totale extériorité par rapport au mouvement ouvrier. C'est une donnée déconcertante et perturbante de la situation dans laquelle on est et qui explique que la première perception que moi j'en ai eu -comme beaucoup- était celle d'un mouvement de type poujadiste. La question de l'impôt, le fait que l'extrême-droite pouvait être derrière et en profiterait, c'était la perception que l'on pouvait en avoir. Elle s'est avérée être une perception erronée dans la mesure où ce mouvement est entré en résonance avec une réalité sociale que l'on connaît plus ou moins bien, celle des inégalités, des difficultés dans la vie quotidienne, une espèce de misère et de révolte sociale par rapport aux pouvoirs.

Ce qui est difficile à expliquer c'est pourquoi il y a eu ce phénomène de résonance qui a transformé le mouvement et la perception qu'on pouvait en avoir avec les questions que cela pose. Pour le comprendre, je ferai intervenir plusieurs éléments.

D'une part l'état du mouvement ouvrier de la gauche, le fait qu'il n'y a plus d'articulation directe entre celui-ci et ce qu'il se passe dans la société, fait que la contestation, voire la révolte, a pu trouver d'autres canaux que les canaux habituels. Ce qui est intéressant c'est que les organisations du mouvement ouvrier, les syndicats, les associations, les partis, sont perçus par ce mouvement comme lui étant totalement extérieur mais par forcément sur le mode de l'hostilité. On voit apparaître des questions, par exemple, sur la nécessité d'avoir des porte-

paroles, avec des interrogations du même type que celles que l'on peut se poser sur le mode de porte-parolat qui correspond, qui est et légitime par rapport à la forme de mobilisation.

Le deuxième élément à prendre en compte c'est le fait que ce mouvement a mis en grande difficulté un gouvernement qui apparaissait très sûr de lui, très armé pour affronter ce type de problèmes. Parce qu'il est lui aussi responsable de cette extériorité des organisations du mouvement ouvrier par rapport à la contestation, aux aspirations sociales. Son verticalisme est une entreprise de destruction du mouvement ouvrier et plus généralement des corps intermédiaires, comme on dit dans la sociologie politique. L'autre difficulté à laquelle il est confronté c'est qu'à la différence de ce qu'il fait par rapport aux organisations des salariés, il ne peut pas aller à l'affront. La fin ne peut pas se trancher en termes de «on va gagner parce que on va leur infliger une défaite». C'est beaucoup plus compliqué. D'où le phénomène de soutien de l'opinion, qui lui aussi demanderait à être analysé.

Il y a un autre élément plus marginal à prendre en compte c'est qu'il y avait dans le champ politique une recherche autour de la notion de populisme de gauche qui aurait dû être en phase et ne l'est pas. L'organisation qui était censée traduire politiquement ce type de mouvement s'est trouvée elle aussi déstabilisée, c'est extrêmement paradoxal et déconcertant. Il me semble que le problème auquel on est confrontés c'est de ne pas être dans la culpabilisation parce qu'on a tout raté et que l'on est à côté des choses telles qu'elles se passent. Il ne s'agit pas de courir après le mouvement, mais de travailler les expressions politiques inévitables qui vont répondre au développement de la contestation sociale et qui vont être diverses et contradictoires.

Jacques Pigaillem- A force de résister on recule !

Membre des Amis de la Tribune socialiste et par ailleurs militant de Ensemble !

On est en train de redécouvrir l'atomisation géographique. Ce n'est pas neuf, c'était le cas déjà sous la révolution française, où les événements qui se déroulaient à Paris arrivaient trois semaines après en province. C'est vrai aussi de la Commune de Paris puisque les troupes versaillaises, composées de militaires venant des campagnes de province que l'on avait endoctrinés, se battaient contre ces gueux parisiens. La question est de comment faire pour unifier ? François Ruffin essaie, régulièrement, par sa présence sur les barrages, sur les conflits dans sa région, par ses Nuits debout, etc. mais le niveau national ne prend pas tellement.

Il faut s'interroger sur ce que nous disons. Je suis arrivé à Paris il y a 49 ans et je n'ai jamais eu de voiture. De temps en temps j'en emprunte à des camarades ou j'en loue une, alors moi le prix du pétrole je m'en fiche complètement, je ne vois même pas quel est le problème. Par contre tout ce qui commence à surgir des discussions sur les barrages, les problèmes développés dans les médias, c'est mobilisateur.

Inversement, comment on mobilise les gens ? Comme le disait Émile, cela fait je ne sais combien de dizaines d'années que l'on est des résistants. Mais à force de résister, on recule ! Ce n'est pas neuf, quand j'étais étudiant dans les années 70 il y avait la réforme Debray qui venait changer la réforme Fontanet qui venait en changer une autre. Je me souviens être intervenu dans une AG d'étudiants pour dire que l'on était en train de défendre la réforme que l'on avait combattue la fois d'avant ! Les luttes des cheminots ont été globalement supportées par la population, mais peut-être pas par toutes. Parce que quand on dit qu'il faut arrêter la fermeture des petites lignes, dans des régions où il n'y en a plus, cela doit leur faire ni chaud ni froid, comme pour moi le problème du carburant. On se défend pour dire «n'allons pas plus loin» au lieu de dire «reconstruisons nos lignes».

Un autre exemple, celui de la lutte contre la privatisation de la Poste : la CGT avait dit «Usagers, tous avec nous», alors les usagers sont venus tous avec eux. Un jour ils ont appris que la CGT avait signé avec la direction mais sans savoir quel était le contenu, sans qu'on leur ait demandé leur avis sur des questions purement syndicales. On ne fait pas l'unité comme cela, quand on demande aux gens de soutenir c'est qu'il y a quelque chose en commun et il faut savoir le gérer.

Pendant la lutte des cheminots, dans le 13 arrondissement nous avons constitué un comité d'usagers en soutien d'abord aux cheminots et ensuite aux services publics. On ne va pas se faire d'illusion, ce comité d'usagers c'était des militants politiques, syndicaux, etc. Il a fallu se battre pour ne pas reprendre purement des revendications syndicales mais s'adresser aux usagers en leur expliquant les conséquences pour eux. On était très bien accueillis. Mais à part quelques pas en avant bien isolés, les organisations syndicales ne savent pas faire cela, et les organisations politiques se contentent le plus souvent de reprendre les organisations syndicales en y rajoutant une phrase ou quelque chose.

La question est bien de voir comment on s'adresse aux gens pour montrer que les choses sont communes.

Une autre remarque sur le fait que nous sommes face à un capitalisme, ou une société dominante qui est très forte. Elle est très forte parce qu'elle a mis tout un tas de blocages dans les institutions pour empêcher les luttes, et parce que culturellement elle nous a expliqué que d'aller casser un abribus ou coller une affiche sur un mur ce n'est pas bien. Elle est très forte parce qu'elle a une force de police très puissante et parce qu'elle est mondialisée. Je suis frappé par la Grèce : depuis 10 ans ils sont en grève et en manifestation permanente. Que s'est-il passé ? Rien ! Alors comment fait-on ? C'est un problème tactique.

Il y a 2 mois dans cette salle un camarade cheminot de Tours nous a expliqué comment en mai 68 ils avaient réquisitionné un train pour aller de Austerlitz à Irun ramener les travailleurs immigrés chez eux et j'avais posé la question de pourquoi aujourd'hui on n'est pas capable, quand il y a une grève de la RATP ou de la SNCF, de faire fonctionner des transports ? Il m'a répondu qu'il y a tout un tas de choses, que c'est compliqué... Face à tous ces obstacles les Gilets jaunes eux s'en fichent. On leur a dit d'aller manifester en rond au Champs de Mars (comme nous au moment de la Cop21 qui avions protesté en rond cerclés par les flics), ils sont allés à la Concorde. Mais est-ce que nous nous avons le courage de faire ça ? Quand il y a eu l'état d'urgence, la première manifestation avait été cantonnée devant l'opéra Bastille. Quelques anars sont partis, mais les organisations ont dit que l'on n'avait pas le droit. On est quand même arrivés à République ! Mais si on y était partis tous ensemble, les 5000 personnes qui étaient là, on y serait arrivé peut-être avec moins de dégâts.

Henri Mermé - Mettre en avant un imaginaire collectif

Je pense que le bilan est globalement partagé, à la fois sur la situation dans laquelle on est et sur la nouveauté des Gilets jaunes. Je rajoute juste un point sur les Gilets jaunes : malgré les heurts de samedi dernier (en général les casseurs c'est mauvaise presse), on est passé de 70% de soutien à 80%, ce qui est incompréhensible pour quelqu'un qui n'a pas l'habitude de ce genre de choses. Tout cela interroge. Moi, comme tout le monde, au début j'ai cru que c'était des poujadistes. J'ai assez vite compris que je m'étais complètement planté et je constate comme beaucoup d'autres qu'on est à côté. Alors quelle conclusion pour notre discussion ? Une conclusion provisoire c'est que l'on a oublié la radicalité, on a oublié de dire que ce qu'il faudrait pour changer la situation c'est un autre système, que la solution ce n'est pas la réforme, c'est l'après-capitalisme.

Le dire est facile, le réaliser est beaucoup plus compliqué. Comparaison n'est pas raison, mais la dernière fois qu'il y a eu un mouvement de masse, d'un ordre différent, cela se passait en France en 1968. Ce qui était différent c'est l'état du mouvement social. A l'époque il y avait un mouvement social fort, existant, des partis politiques forts, parfois largement discutables mais forts et existants. Il y avait un syndicat qui s'appelait à l'époque la CFDT qui n'a strictement plus rien à voir avec ce qu'elle est devenue après, une organisation politique faible à laquelle j'ai participé qui s'appelait le PSU et un syndicat étudiant qui s'appelait l'UNEF qui n'a plus aucun rapport avec celui d'aujourd'hui et qui est entré en relation avec le mouvement social. Aux jours d'aujourd'hui, on n'a plus rien de cela. Mécaniquement ce n'est ce qui explique les Gilets jaunes, cela va sans dire, mais l'état de la situation de nos jours n'a plus rien à voir. Il manque un courant politique anticapitaliste large, autogestionnaire, qui n'existe pas. Mais regardez Mélenchon ! C'est d'un traditionnel total, c'est absolument insuffisant, mais c'est absolument nécessaire. Les organisations politiques et autres dans lesquelles nous militons sont totalement insuffisantes, le syndicalisme est devenu faible, Solidaires est sans doute ce qu'il y a de mieux mais c'est très minoritaire par rapport à ce qu'il faudrait.

Alors une fois que j'ai dit cela, je ne sais pas comment on peut y arriver. De plus je pense que ce n'est pas suffisant. Mais si on ne pense pas cette nécessité pour aider largement les populations à mettre en avant un imaginaire collectif large pour penser qu'on puisse faire autre chose que ce que nous faisons aujourd'hui, on va avoir du mal à y arriver. Les seules choses que l'on peut faire dans nos générations c'est de laisser quelques petites pistes pour que ce soit repris par d'autres. C'est totalement insuffisant, mais les quelques lumières un peu clignotantes que l'on peut leur donner peuvent peut-être aider un petit peu à ce que les choses soient reprises par d'autres. Sinon je ne sais pas si les choses pourront beaucoup changer dans l'avenir.

Benoit Borrts- Il est «urgent» de ne pas attendre

Sur la question du compromis fordiste, je suis d'accord avec Jean-Claude : c'est un rapport de forces qui a fait que l'on a eu un certain type de société dans les années 1950-1960 qui a été une période de progrès social. Le progrès social n'est pas venu d'une bourgeoisie philanthrope, mais a bien été le résultat d'un rapport de forces. Or on a deux situations complètement différentes entre maintenant et cette époque où l'on était capables de gagner des victoires sociales intégrables par la bourgeoisie jusqu'à un certain point. Seulement jusqu'à un certain point

car si Mai 68 a donné Grenelle, qui a été une avancée, nous avons aussi eu une crise du taux de profit à la fin des années 1970 qui nous a amené à l'austérité et au néolibéralisme au début des années 1980.

La vraie question posée est celle de comment construire ce rapport de forces. Je pense que l'on ne peut pas construire un rapport de forces aujourd'hui sur une ambiguïté ou en faisant l'impasse sur cette situation, et je vais l'illustrer avec quelques exemples.

Le premier, c'est celui des 56 milliards de dividendes. Je suis entièrement d'accord avec Pierre, cela nous permet de dire que l'on peut et doit les mobiliser autrement, socialement, pour la retraite, la sécu etc. Mais ne dire que cela est une erreur parce que l'on doit dire en même temps qu'à partir du moment où il n'y a plus de dividendes il n'y a plus de valorisation des sociétés de capitaux et on met le système littéralement en crise. Et si on ne pose pas la question du pouvoir dans les entreprises aujourd'hui, y compris les multinationales (c'est là qu'il y a un travail politique d'élaboration à faire), on se plante. Pour le traduire au niveau microéconomique aujourd'hui, imaginez seulement que les salariés de Fralib aient dit que puisqu'Unilever ne voulait plus d'eux, ils allaient chercher un nouveau repreneur. C'était le cas autrefois : on cherchait une «solution industrielle» comme on disait en situation de crise. Aujourd'hui, c'est passé de mode et il y a toute une série de régions, de cas de figure d'entreprises où les salariés ont bien compris que le meilleur repreneur c'était eux-mêmes.

On retrouve cette même discussion sur le piquet de Vannes dont nous parle Catherine. Lorsque l'on est sur une discussion sur le thème de « chômage *versus* s'éreinter pour un SMIC », en fait on repose la question de l'appropriation démocratique du prix du travail. C'est un débat passionnant, qui est incompatible avec le maintien du capitalisme, et il faut le dire y compris vis-à-vis des petits patrons qui aujourd'hui ont des difficultés.

On ne pourra construire le rapport de forces qu'à partir du moment où on a le langage de la vérité. À un moment donné on sera crédible, c'est cela la question.

Sur l'idée de Jean-Claude, sa notion de valeur économique comme flux je suis entièrement d'accord. À partir du moment où l'on conteste au capital le droit de se préserver quelque chose en termes de flux, c'est ni plus ni moins la propriété productive qu'on met en cause, pas en terme de propriété «collective», mais en tant que «propriété».

Sur la question des retraites, bien entendu le grand enjeu va être de ne pas rester sur la défense du *statu quo* mais, à partir du moment où on a un patronat qui nous dit qu'il faut universaliser, débattons de ce meilleur système de retraite que nous voulons. Peut-être voulons-nous une universalisation par le haut ? Sous quelle forme ? Point par point, annuités, etc. mais allons dans ce débat et menons-le aujourd'hui.

Je voudrai juste faire une petite analogie avec le mouvement des Fourches en Italie qui a donné quelques années plus tard le Mouvement 5 étoiles, avec toutes les ambiguïtés qu'il y a. Un comique, Beppe Grillo, s'est installé sur le devant de la scène, et je ne sais pas d'où il viendra en France. Mais ce mouvement des Gilets jaunes est un mouvement extrêmement sain comme d'autres mouvements ont pu l'être en Italie. Je ne sais pas ce qu'il va se passer, pour l'instant on n'en est pas à l'insurrection générale, à la grève générale, au blocage du pays. Pour l'instant le risque possible est un risque d'épuisement, et il est possible qu'à partir de là sur ce mouvement il y ait un humoriste, une personne providentielle qui s'instaure et qu'on ait l'équivalent de ce Mouvement 5 étoiles qui se présente. N'oublions pas que nous sommes à 3 ans et demi des élections, c'est quelque chose qui peut arriver et l'on a vu ce que cela donnait. Peut-être que la configuration sera plus positive en France qu'en Italie où il s'est retrouvé face à la Ligue et a fait une espèce de coalition contre-nature.

Donc j'en reviens toujours à cette question : je crois très franchement qu'il est «urgent» de ne pas attendre et on est vraiment en retard. Parce qu'il est très facile de balancer un comique sur le devant de la scène qui va lancer son grand mouvement façons M5S. Par contre construire un «courant» politique anticapitaliste me paraît d'une urgence absolue et quand je vois que l'on discute depuis plusieurs mois à Ensemble ! et avec d'autres, cela me semble très bien mais aujourd'hui on doit passer à une étape supérieure et cela me paraît urgent.

François Crech'riou- Mouvement social, l'exemple de la Guyane

Je suis des Côtes d'Armor. J'ai été vers 2009-2010 dans l'enthousiasme du NPA, après je suis allé rejoindre le courant de Myriam Martin qui soutenait Mélenchon (en 2012). Je ne suis pas très dynamique dans les organisations, mais assez présent sur Internet, je lis beaucoup ce que vous écrivez.

Dans les Côtes d'Armor c'est vrai que l'essence nous dit quelque chose très rapidement.

Je profite d'être ici pour vous parler de la Guyane, j'y ai été enseignant les deux dernières années scolaires. Je ne m'attendais pas en arrivant là-bas à trouver, soi-disant en république française, un territoire aussi «délabré». La

grève des cheminots ne nous a pas beaucoup impacté parce qu'il y a pas de chemin de fer en Guyane, c'est 96% de forêts et 4% d'habitation, avec 250 000 habitants.

Le gouvernement considère la Guyane comme une colonie de plein droit, il existe une station spatiale à Kourou qui produit plein d'argent, avec des ingénieurs qui ont tout ce qu'il faut, et autour c'est un immense bidonville. J'avais des élèves qui habitaient dans de vrais bidonvilles, qui se levaient à 4h du matin pour au collège à 7h, 2h de pirogue matin et soir. Il y a bien des établissements scolaires où il n'y a pas de cantine, et donc des élèves qui ne mangent pas de 5h le matin à 18h. Il y a régulièrement des coupures d'eau et d'électricité. Par exemple l'année dernière, j'étais à l'ouest de la Guyane, le seul réseau téléphonique disponible c'était Orange, on a eu 4 semaines de coupure téléphonique totale, ni d'internet ni téléphone, pas d'électricité ou d'eau souvent non plus. Cela arrive régulièrement. Quand on appelait Orange en métropole on nous disait qu'il y avait un câble coupé dans la mer, que des ingénieurs allaient le réparer mais personne ne sait jamais rien.

Je me suis rendu compte d'une chose aussi, c'est que la France achète la paix sociale en Guyane (c'est vrai aussi dans d'autres DOM TOM). La France met des personnes incompétentes à des postes, sinon incompétentes du moins cupides, ou corrompues, parce qu'il y a une corruption politique en Guyane hallucinante.

Il y a un projet de forage en mer mené par Total, qui risque de détruire les coraux et il y a le problème de la mine d'or qui peut polluer le fleuve et l'ouest de la Guyane déjà complètement délabré.

Macron est venu l'année dernière, faire la leçon à tout le monde. Il est allé dans une commune qui s'appelle Maripasoula, au sud de la Guyane, qui est la plus grande commune de France en superficie. Avant d'y aller je n'en avais jamais entendu parler. Il n'y a pas de route, il faut y aller soit par pirogue soit en petit avion. Macron y est allé, il a fait mettre des faux décors autour de lui parce qu'il ne voulait pas passer à la télé entouré de bidonvilles, et il a chassé la population. Il a fait mettre l'électricité dans des endroits où on ne la connaissait pas.

Il y a eu l'année dernière un très grand mouvement social, le mouvement des 500 frères. À l'époque, voyant que cela partait sur l'insécurité et l'immigration d'abord, je me suis dit aussi que c'était un mouvement néo poujadiste et finalement on a eu 6 semaines de blocages. Ce n'était pas facile, les magasins étaient vides, il y avait des barrages. Dans mon village on a eu interdiction d'en sortir pendant 2 semaines, avec des coupures d'électricité et d'eau, donc pas facile. En Guyane on a déjà eu un bon exemple de ce que pouvait donner un mouvement qui a été très porteur et très porté par la population. On a eu des promesses gouvernementales, c'était l'ancien gouvernement qui a signé, qui a promis des milliards, cela ne coûte pas cher de signer un chèque un peu en blanc. Et surtout Macron est très content d'exploiter la Guyane et la population.

En tant qu'enseignant (je rejoins aussi le mouvement Pas de vague) je vois qu'il y a énormément de difficultés dans l'Éducation Nationale, et en Guyane comme ailleurs. J'avais un problème aussi linguistique parce que j'étais en zone ancienne langue de scolarisation. Il y a énormément d'élèves dont la scolarité est bousillée d'avance parce que l'on ne leur apprend pas le français, on leur apprend en français directement. J'avais 3-4 élèves par classe en collège qui ne savaient ni lire ni écrire, c'était déjà perdu d'avance. Mais on disait que c'était les aléas, que ce n'est pas grave, c'est la Guyane on s'en fiche. Le taux de réussite au brevet et au bac en Guyane est de 30-40%.

Pierre Zarka- Voir ce qui fait dénominateur commun

L'idée du compromis et de la fin du compromis est stratégiquement plus importante qu'il n'y paraît parce que jusques là tous les mouvements sociaux à un moment sont persuadés qu'ils peuvent obtenir un bon compromis. En défendant seulement l'état des lieux ou même parfois en dépassant cela, mais on ne voit pas ce qui a changé dans le capitalisme. Je vais prendre quelques faits historiques :

Ford écrit dans un texte de 1928 qu'il faut absolument que des salariés puissent lui acheter ses voitures. Ce n'est pas le mouvement social, ni le rapport de forces. La répartition des fruits du travail dans les années Keynes, or on est sur le keynésianisme continuellement. Hitler qui maintient les congés payés, ce n'est pas le rapport de forces mais le capital qui avait besoin, dans la mesure où il prenait son profit du temps de travail, d'exploiter des gens en bonne santé. C'est l'école obligatoire et gratuite de Jules Ferry qui n'a jamais été un révolutionnaire. Pour exploiter du personnel, faut-il encore que ce personnel soit en situation d'exploitable. En 62 il y a 250 000 étudiants dans l'enseignement supérieur, en 68 il y a 850 000, je n'ai jamais entendu parler de luttes pour passer de 250 à 800 mille. Enfin, lire les mémoires de de Gaulle nous rappelle que dans le programme du CNR le patronat n'est pas prévu dans la gestion de la sécurité sociale et se sont des négociations entre 45 et 46 qui débouchent sur le bipartisme.

C'est-à-dire il y a un moment où le capitalisme a besoin d'intégrer une part d'adversité parce qu'il a besoin de gens exploitables. Dans la mesure où il y a plutôt un processus de financiarisation, de délocalisation ou de pillage des fonds publics, le besoin n'est plus le même. Et donc nous sommes arrivés au terme d'une période qui fait que la plupart des mouvements sont sur des illusions, celles de l'aménagement du capital.

Cela m'amène à un deuxième point évoqué par Jacques, qui dit que le problème est que nous avons une société très forte. Personnellement je pense exactement le contraire... seulement nous sommes très nuls, et la force du système vient énormément de là. Lorsque par exemple nous évoquons ici que les structures politiques anciennes sont dépassées, c'est ce qu'a dit Macron. Lorsque nous évoquons que le rapport entre le travail et les fruits du travail doivent se modifier, c'est ce que dit Macron. Le problème est justement que nous sommes armés d'un cataplasme et qu'il est difficile de faire la différence entre le cataplasme Mélenchon (par exemple) et le cataplasme Macron. C'est ce manque de radicalité qui est en cause.

On est dans une situation où au nom du réalisme nous restons enfermés dans le cadre que le capital a choisi et a déterminé. Syriza n'a pas trahi mais il n'ose pas franchir le Rubicon. C'est là où nous avons un problème.

Il ne s'agit pas seulement de faire des propositions alternatives. Par exemple on dit à juste titre qu'il y a 56 milliards de dividendes qui ne sont pas réutilisés. D'accord, mais comment fait-on pour obtenir l'utilisation ? On demande l'autorisation aux intéressés ? On leur demande d'être plus généreux ? Ou bien est-on contraints de poser en même temps la question de l'organisation de la société ? Cela ne veut pas dire que l'on va faire la révolution tout de suite, mais que l'interrogation sur la possibilité d'organiser la société autrement devient un lieu de débat. C'est l'intérêt de la question des taxes (parce qu'il faut quand même être parisien pour se passer de voiture) qui est déjà une porte d'entrée sur l'organisation de la société. Ce n'est pas perçu comme tel y compris par ceux qui en parlent, mais pour nous ce peut l'être. Car une fois que l'on commence à poser la question de l'organisation de la société on est bien obligé de poser la question de l'organisation du pouvoir, et si on pose cette question on en arrive à l'organisation de la vie politique. C'est le bout de laine qui dépasse, on tire dessus et tout le pull se détricote. Et on y est contraint !

Cela me permet de répondre à une préoccupation de Jacques : comment faire pour unifier ? Il s'agit moins de chercher à tout prix à unifier qu'à voir ce qui fait dénominateur commun. On ne demande pas aux retraités de défendre le prix du gasoil, ni à ceux qui sont sur le prix du gasoil de défendre les retraites, mais quel est le dénominateur commun entre les deux ? Et là on tombe sur une démarche stratégique qui nous permet d'être sur le fond, sur la nature de l'alternative. Cela ne nous prépare pas au grand soir mais permet à travers des heurts et des tensions de commencer à modifier le rapport de force parce que le mental des exploités est un mental qui évolue.

Pierre Cours Salies- Qui dit nouveau courant, dit nouvelles formes d'actions collectives

Ford ne fait pas un compromis, il sélectionne de façon sauvage ceux qui n'ont pas de bonnes mœurs parce qu'il ne les emploie qu'à condition qu'ils aient de bonnes mœurs. C'est une forme de domination dans les grandes usines à la chaîne. L'analyse de Gramsci dans *Américanisme et Fordisme* -que nous n'avons pas assimilé dans le mouvement ouvrier en France- montre comment cela façonne des individus, la démocratie, l'État et l'ensemble d'une domination. Ce n'est pas un «compromis», c'est une «domination» du capital avec un certain nombre de projets.

Il n'y a pas eu de compromis fordiste pendant la Quatrième République en France, contrairement à ce que répètent plein d'économistes de gauche depuis des années. Je suis prêt à le démontrer parce que c'est très mauvais d'avoir l'idée qu'à un moment donné ça a bien fonctionné dans les rapports quand ce n'est pas vrai. Bâtir des raisonnements pour dire qu'aujourd'hui c'est différent quand avant-hier c'était déjà différent, c'est très mauvais, cela donne de mauvaises références.

L'organisme du Plan, comme le groupe de recherche autour de Bourdieu, publie en 66-67 des études sur comment ont évolué l'économie, et le partage des bénéfices dans ce pays et ils disent que la prospérité a accru les inégalités de façon massive. A la veille de 68 ce qui a progressé ce sont les inégalités et la pauvreté de toute une série de gens dans diverses régions, parce que il y a des abattements de zone qui font que quand on travaille en Vendée on gagne 40 % de moins que si on est dans la métallurgie parisienne, ce qui, de fait, fait une pression très importante. C'est pour cela d'ailleurs qu'il y avait un réservoir très important qui permettait d'avoir une relance de l'économie, parce que la récession avait commencé aux USA en 67, et que bousculés par une grève générale, les patrons se sont dit que cela permettrait au moins de relancer la machine économique.

Il y a d'abord eu la reconstruction d'après-guerre, puis les modernisations dans diverses usines, mais quelle était l'autre source de la prospérité pendant la Quatrième République ? C'est l'empire. 35% de l'économie française vit de l'empire depuis 1928 jusqu'en 1962, moment où on le perd. Ceux qui parlent du compromis fordiste ne parlent jamais de la domination coloniale. Or si l'on ne prend pas les choses telles qu'elles sont, avec leurs contradictions, on vit sur des mythes. N'embellissons pas ces choses : la revendication de 50% en 68 n'est pas

faite pour rattraper l'indice de pouvoir d'achat. Elle est faite pour unifier en fonction de la progression des salaires moyens depuis 20 ans dans le pays, c'est-à-dire qu'elle est faite pour rattraper les retards.

Je pense que si nous voulons fonder un courant, il ne peut pas se bâtir sur des illusions. Par exemple l'idée qu'il fallait revenir sur les ordonnances pour faire en sorte que le mouvement ouvrier intervienne sur la sécurité sociale a été écartée pour des raisons de calculs politiques compliqués entre Mitterrand, la SFIO, la direction du PC ; il fallait arrêter cette négociation qui risquait d'aller trop loin. Le projet syndical était de faire reculer sur les ordonnances et dire que l'on ne pourrait pas tenir les 42 régimes, qu'il fallait les unifier par le haut. Ce volant-là a été oublié parce que cela a été renvoyé au Parlement, et ce n'est pas lui qui allait le faire. En 68 il y a une victoire syndicale, c'est vrai, mais la défaite politique joue aussi sur la sécurité sociale. Elle joue aussi sur le fait qu'il n'y a pas eu la progression qu'il fallait sur le droit aux études rapidement pour tout le monde telle qu'elle était revendiquée, parce que l'on a traité à part les étudiants, les écoliers et les salariés. Et il y a un certain nombre de choses que l'on subit aujourd'hui qui en résultent et qu'il faudra analyser pour ne pas répéter les mythes.

Parmi les propositions que nous ne faisons pas depuis plusieurs années il y a les coordinations de comités de défense des services publics locaux. Jamais on n'a été aidés par les forces politiques pour réfléchir aux exigences d'équipement local dans tel département ou tel autre. Bien sûr, quand on fait une mobilisation pour une structure de soins, les partis politiques sont derrière et soutiennent. Mais il n'y a jamais eu l'idée de dire politiquement que nous allons exiger que ce soit fait. C'est la même chose sur la mobilisation pour la poste, l'action directe de masse n'a jamais été sollicitée pendant des années.

Le plus caricatural, et qui m'agace vraiment, c'est sur le logement. Il existe une plate-forme syndicale, politique, financière, administrative sur la position du DAL, en commun avec la CNL, une plateforme commune qui suppose maîtriser comment se déroule la Caisse des Dépôts dans cette affaire-là. Or il y a vraiment une absence de décisions politiques pour utiliser ce qui est possible. Jean-Baptiste Eyraud un jour nous a dit que si des gens qui ont signé cela sont convaincus qu'il faut faire venir mille ou deux mille personnes, ils vont occuper autre chose et le mettre en application. Mais quand ils veulent se mobiliser c'est la poignée du DAL avec les gens de quelques associations qui le font. On n'a pas conçu cela dans notre pays comme un thème d'intervention politique majeur : c'est un thème d'intervention sociale sur un domaine donné.

Si on part sur un courant qui doit être un courant de construction d'alternatives, cela passe par une autre forme d'actions directes, collectives.

Pierre Goldberg- L'expérience des ateliers de Montluçon

Les quelques mots que je vais dire vont sans doute vous laisser percevoir une certaine impatience. D'une part quand on a un certain âge, on a envie que ça avance vite, et d'autre part je sais d'expérience que souvent nos réunions ne se terminent sur rien de concret. Je vais donc poser une question : que faire ? Autrement dit, en lien direct avec le thème de la réunion, comment arriver à ce que nos luttes soient victorieuses, comment en arriver, par exemple, à la mainmise sur les 58 milliards de dividendes ? C'est une question centrale qui appelle des dispositions pour avancer. Ma seconde question reprend ce qu'a dit Benoit : quelles forces, quel courant politique pour contribuer au débat d'idées ? Je vais illustrer mon propos par ce petit exemple que sont les rencontres de l'Atelier à Montluçon.

Le thème de cette année est : la société peut-elle se passer des actionnaires capitalistes et des dividendes ? Nous sommes 70 adhérents et 20 militants aux rencontres de l'Atelier, nous avons le parrainage sur toute l'année de Jean Ziegler, le vice-président de la commission des Droits de l'Homme à l'ONU.

De septembre à mai nous débattons de cette question. En septembre, avec l'ONG OXFAM, sur le montant des dividendes. En octobre, avec Jean Séve, nous disons que si cette situation continue on court radicalement à la catastrophe. En novembre on se demande comment faire, et on répond avec Pierre Dardot que la priorité n'est pas la conquête du pouvoir d'État mais de donner du pouvoir au peuple. On fait une petite diversion qui n'en est pas une en décembre, en débattant d'une phrase de Jean Ferrat dans *Ma France* : «*Ils n'en finissent pas tes artistes-prophètes de dire qu'il est temps que le malheur succombe*».

En janvier nous rentrons dans le concret. Nous disons avec Fralib et la librairie Les Volcans à Clermont-Ferrand que l'on peut vivre une société sans dividendes et sans actionnaires capitalistes (je pense qu'on va obtenir le partenariat des organisations syndicales). En février, en coopération avec la coordination nationale des Comités de Défense des Hôpitaux et Maternités de proximité (et sans doute avec d'autres coopérations dans ce secteur), on va poser la question, avec Christophe Prudhomme : et si l'hôpital était dirigé par les salariés, les usagers et les collectivités publiques ? En avril, avec Friot et un cheminot qui, contrairement à la tête du syndicat CGT, s'est

battu pendant la grève pour dire qu'il faut mettre la SNCF entre les mains des cheminots, on va poser la question : et si c'était les cheminots qui dirigent la SNCF ?

Pour le mois de mars, nous sommes en train de modifier notre travail par l'apport de la réflexion du groupe d'aujourd'hui, et nous allons poser la question ; que manque-t-il à nos luttes pour qu'elles soient victorieuses ? Nos rencontres se tiennent habituellement le soir, de 18 à 20h, mais là nous allons essayer -pari un peu fou- tout un samedi. Le matin avec toutes les organisations syndicales, sans exception. L'après-midi nous invitons tous les partis politiques dits anticapitalistes. Et en fin de journée nous débattons avec les intervenants syndicaux et politiques sur : pour que nos luttes soient victorieuses, et si nous travaillions ensemble ?

Ce projet mérite d'être encore formaté et mieux pensé politiquement, mais l'équipe qui l'a décidé comprend des militants CGT et Force ouvrière (le syndicat Solidaire est peu représenté à Montluçon), des militants chrétiens, des communistes encartés ou non etc. Je constate prétentieusement que le chemin de fait depuis 8 ans que nous existons est considérable. Et je veille à ce que nous travaillions à partir de cette réalité humaine.

Sur la question : quelle force, quel courant politique ? Il faut réfléchir. Cela fait plusieurs fois que l'on en parle, cela fait un moment que l'on papote à l'ACU, Ensemble ! etc. D'où ma remarque sur la patience, car le moment serait venu que nous prenions le temps de donner corps à cette idée, de la mettre en œuvre. Quelque chose de semblable est lancé par Lucien et Jean Séve à partir de leur livre *Capitalexit ou catastrophe*, qui lancent une initiative concrète à peu près sur le même débat. Des contacts sont déjà pris, notamment avec l'ACU, mais il faut continuer à creuser cette idée, cela me paraît urgent.

William Pleiber- Il nous faut des luttes intermédiaires

Je suis étudiant au Mirail à Toulouse. Je n'appartiens à aucun syndicat et aucun parti. J'ai cofondé un collectif citoyen qui s'appelle le Mouvement de Lutte intermédiaire.

Je voudrais d'abord réagir à cette idée que le manque de radicalité du propos et du projet politique expliquerait les échecs. Je pense que c'est un manque de radicalité dans les actions, de cohérence, de stratégie, et que c'est justement ce qui fait que les Gilets jaunes marchent : ils ont un projet politique assez limité mais par contre des actions où ils sont motivés.

Que manque-t-il à nos luttes pour être victorieuses ? J'ai envie aussi de poser la question : est-ce qu'il n'y aurait pas aussi des choses en trop ? Cela paraît curieux mais je pense que si la massification n'a pas lieu c'est parce que la population n'adhère pas nécessairement au discours anticapitaliste. Pas forcément parce que l'anticapitalisme n'est pas pertinent mais aussi parce que, vous le savez, il y a un problème d'éducation, le problème des médias qui sont contre. Alors, face à cette une situation, est-ce qu'on continue dans la même logique ou pas ? Cela ne veut pas dire qu'il faut sacrifier ses idées, mais qu'en termes stratégiques il faudrait voir les choses différemment. Il faudrait être plus clair non dans le «que faire ?» mais dans «quels sont les objectifs ?» Est-on dans des objectifs finaux du projet de société ou des objectifs plus intermédiaires ? D'où le concept de lutte intermédiaire : quelles revendications concrètes dans une lutte et quelles stratégies pour les défendre ? Il faut faire le constat des difficultés, les travailleurs sont de moins en moins syndiqués, il y a une dépolitisation des citoyens avec une résignation, un défaitisme (à chaque fois que l'on veut faire quelque chose on répond que cela ne sert à rien). Ou alors les gens sont individualistes, c'est un vrai problème aussi, il y a le virtuel, le divertissement, tout cela, et les gens sont de plus en plus des moutons.

Le discours anticapitaliste, la plupart des gens en sont sortis. Que ce soit les étudiants ou n'importe qui, quand on leur parle de lutte des classes, de s'appropriation des moyens de production, cela ne leur parle pas. Il faut le prendre en compte.

Sur les causes, déjà on fait le constat qu'il y a une urgence, évidemment écologique, c'est connu, mais surtout une urgence en termes de dérive autoritaire. Le problème n'est pas seulement que l'on perd nos libertés, c'est un problème aussi dans l'avenir car si l'on ne fait rien maintenant il n'y aura absolument aucune possibilité de renverser le pouvoir. Avec le développement des technologies de surveillance, le maintien de la population avec des lois de plus en plus liberticides, il faut vraiment être très optimiste pour penser que l'on pourra renverser un pouvoir dans l'avenir si on ne le fait pas maintenant. Donc là il y a une vraie opportunité avec les mobilisations, et il y a un devoir absolu de faire quelque chose, sinon ... En termes d'urgence il y a aussi le transhumanisme, c'est un énorme sujet très important.

Nous avons quatre revendications, à commencer par le départ de Macron. C'est assez curieux, on l'entend rarement sauf pour rigoler, mais en fait c'est le projet premier et fondamental. Il n'y a aucune raison que l'on

subisse quelqu'un que l'on ne souhaite pas, et d'autant plus s'il est illégitime. On a fait le travail d'argumenter de son illégitimité : en plus des problèmes structurels dans notre système de Cinquième République (donc c'est illégitime), il y a des problèmes dans le cadre de ces élections, il y a eu des manipulations électorales et on s'appuie sur différentes choses, notamment l'affaire des costumes et de Robert Bourgi. Je ne défends pas Fillon, mais il y a une iniquité et la sincérité du scrutin n'a pas été respectée. Il y a donc des démarches juridiques à faire pour essayer d'annuler les élections.

Il y a une revendication de réformes à mettre en place, et ce doit être fait par le président par intérim. Le premier pas, c'est de virer Macron, après le président du sénat assure l'intérim 20 à 35 jours voire 80 jours grand maximum en cas de force majeure, et pendant ce temps-là il faut que la population exige de lui de mettre en place des réformes. Il faut sortir aussi du processus électoral parce qu'il n'y a pas de raisons que ce soit tous les 5 ans et pendant 5 ans on a juste le droit de s'en prendre plein la figure et avoir quelques miettes. Non ! On peut le virer, on est légitime de le virer. Et on voit que les partis politiques sont problématiques donc il ne faut pas que ce soit à nous de leur dire de mettre nos revendications dans leurs réformes, il faut que ce soit la rue qui dise au président par intérim de le faire.

Les idéologies politiques en France ne sont pas toutes présentées de la même manière à la population, parce que les médias émettent un discours néolibéral et sécuritaire et que le discours anticapitaliste est peu présent et vite caricaturé. C'est le problème central. On a donc une réforme sur les médias, parce que les médias c'est des obstacles et en même temps ils seront nos meilleurs alliés un jour, il n'y a pas que des cons dedans. Il y a un énorme travail à faire dessus, que l'on a déjà commencé, et une réforme des médias devrait être l'une des revendications de toute mobilisation en France.

Ensuite il faut une réforme des élections présidentielles. On est dans un régime présidentiel sauf que les élections ne sont pas ouvertes à tous concrètement, parce que qu'il y a différentes barrières, et qu'elles ne sont pas équitables, du fait des médias etc. Il y a donc plein de choses à faire aussi sur une réforme des élections présidentielles.

Il faut enfin une réforme sur les libertés. C'est bien que les gens se mobilisent quand il y a des choses qui les concernent en termes de pouvoir d'achat, mais il y a quelque chose de beaucoup plus mobilisateur, c'est de défendre les valeurs et les principes. Et l'on voit nos libertés diminuer au point de se demander si l'on est vraiment dans une démocratie : l'état d'urgence, la loi sur le renseignement, le secret des affaires, les fake news, une loi qui est passée au Sénat pour les manifestants etc. C'est pourquoi un des éléments clef pour convaincre les gens c'est de leur présenter des textes synthétiques. Il faut qu'il y ait tout un travail de recherche qui soit fait, leur présenter point par point les choses, parce que l'on a tendance à oublier.

Une référence cliché mais, je pense, importante, c'est le conseil National de la Résistance, et l'esprit de faire une alliance entre des personnes différentes pour défendre des valeurs.

Pour la stratégie, je vous ai expliqué l'idée de luttes intermédiaires, d'objectifs intermédiaires. Puis il faut prouver. Ensuite il faut faire des actions par étape, parce qu'il y a toujours le débat entre actions violentes ou non violentes. En fait il faut juste les faire toutes mais l'une après l'autre dans un ordre logique. Il faut aussi allier luttes sociales et luttes associatives et citoyennes parce que chaque fois on a des combats qui sont un peu différents alors que les forces sont dans des valeurs qui sont partagées. Il faut aussi évidemment travailler avec les syndicats, mais je pense qu'il y a une demande de la population pour que ce ne soient pas les syndicats qui mènent les négociations ou la lutte. Il faut qu'ils soient présents, il faut travailler ensemble, mais il faut que ce soit davantage les citoyens indépendants qui aient leur mot à dire. C'est un élément clef aussi.

Je termine simplement en termes d'action. Que faire ? Concrètement, déjà lancer une grève générale. C'est basique, mais j'ai posé quelquefois la question à des syndicalistes ils m'ont ri au nez, j'ai trouvé cela très curieux. Pourquoi est-ce qu'il n'y a pas de grève générale ? Franchement il y a une occasion de la faire maintenant ! Ensuite l'occupation des places publiques, cela a déjà été fait, il faut le refaire et je pense qu'il y a une vraie motivation. On peut aussi décider de faire les boycotts etc. Il y a plein de petites choses à faire.

Mais il y a aussi des rencontres qui sont importantes par rapport à ces revendications. Il faut que le discours soit riche et donc amener des spécialistes, des journalistes, des juristes etc. Il y en a qui proposent des états-généraux de la démocratie, parce qu'il y a un projet de réforme constitutionnelle en cours, et ils demandent gentiment au gouvernement de faire les états-généraux de la démocratie. Nous on propose de les organiser nous-mêmes, sans le demander au gouvernement. On propose aussi les états-généraux des médias. Ce sont des actions concrètes.

Pour terminer, serait bien qu'un jour vous abordiez la question du transhumanisme, parce que c'est ce qui fait le fondement de notre humanité qui va disparaître si on ne fait rien. J'étais à un colloque avec des scientifiques, ils

ne sont même pas au courant, et ils ne se positionnent pas. Or nos combats ne sont rien si l'humanité telle qu'elle existe disparaît.

Jacques Pigaillem- La grève outil de lutte

Sur la question de la radicalité, il faut s'interroger aussi sur les cortèges de tête, où il n'y a pas que des *black blocs* mais aussi plein de militants politiques et syndicaux. Je sais que les camarades de mon syndicat la plupart du temps défilaient devant.

Ensuite, je suis d'accord avec Pierre : le pouvoir est fort de nos faiblesses. Dans le monde du travail, aujourd'hui -ce n'est pas nouveau- les chefs ne connaissent rien. Ce sont les exécutants, qui peuvent être des techniciens avec Bac+5, qui connaissent. Mais chacun est isolé, ne sait pas ce qu'il se passe à côté, et pense que de toutes façon cela ne sert à rien qu'il fasse grève. Ce qui est faux. J'ai travaillé à Air France, on a eu des victoires de la lutte avec grève. Mais qui faisait grève ? Les pilotes, et un peu le personnel de l'escale de Roissy, mais essentiellement les pilotes, parce que les autres disaient que faire grève c'est perdre une journée de travail et cela ne sert à rien. Or c'est faux. Par contre ce qui est vrai c'est que quand on est dans un service informatique, un service comptable etc. si on fait grève 24h cela ne sert à rien. Mais si l'on fait grève une semaine, l'encadrement ne sait plus faire.

Cela c'est aussi une des causes de nos faiblesses.

Retranscription des débats Nadia Pinson
Mise en page, corrections Sylvie Larue

Association Autogestion (AA) autogestion.asso.fr
Association des communistes unitaires (ACU) communistesunitaires.net
Les Amis de Tribune socialiste (ATS) psu-ats.org
Cerises, la coopérative cerisesenligne.fr
L'Observatoire des mouvements de la société (OMOS) omos.site.free.fr
Le Réseau pour l'autogestion, les alternatives, l'altermondialisme, l'écologie et le féminisme (AAAEF)
pourelautogestionlereseau.blogspot.com
Le Temps des Lilas lilas.org
L'Union syndicale Solidaires solidaires.org